

MAITRISE EN DROIT  
FORMATION CONTINUE  
2003/2004

**D168**  
**HISTOIRE DES**  
**IDÉES POLITIQUES**  
**APRÈS 1789**

# INTRODUCTION GÉNÉRALE

## **I. LE CONCEPT D'HISTOIRE DES IDEES POLITIQUES**

Le concept d'histoire des idées politiques suppose une succession d'idées. Les idées sont issues d'un long travail de tradition. Il existe des familles d'idées politiques qui se transmettent de générations en générations. Si chaque penseur dispose bien de sa propre identité, il hérite des traditions et de la famille d'idées au sein de laquelle il s'inscrit. Aujourd'hui, nous vivons dans société où la tradition se perd, c'est la culture du nouveau. Malgré cela, tout à chacun a une propension naturelle à aller et appartenir à un groupe ; ce phénomène est identique sur le plan de la pensée et des idées.

## **II. LE CONCEPT D'IDEE**

Les théoriciens purs forment un premier groupe un peu déconnecté de la réalité ; la cohérence de leurs modèles se suffit à elle-même. Alexis de Tocqueville a été un grand penseur pourvoyeur d'idées. Une fois émises, les idées ont une vie propre, elles sont autonomes sans toutefois conserver de signification constante au fil du temps. La guerre est par exemple une idée qui a été plusieurs fois reprise par des camps politiques différents. Une idée politique peut donc avoir des connotations différentes au fil du temps.

## **III. LE CONCEPT DE POLITIQUE**

Il faut en premier lieu bien comprendre que la politique n'est pas du tout juxtaposée avec le monde des idées. Waldeck Rousseau, président du conseil sous la III<sup>ème</sup> République, a témoigné de la différence entre la réalité et le monde des idées : « un programme n'est pas fait pour être appliqué, dès lors qu'il est appliqué, il cesse par là même d'exister ».

#### **IV. LE CONCEPT D'UTOPIE**

L'Utopie est le pays de nul part tel que le décrivait Thomas More (1478-1535) dans son ouvrage. Le mot est resté dans le langage courant mais il désignait à la base la république idéale que décrivait More comme un nouveau monde ressemblant à l'Angleterre de l'époque, c'est-à-dire divisée en contés et peuplés de commerçants et de marins.

La vie sociale en Utopie est réglée par un impératif, celui que nul ne doit être oisif. L'emploi du temps est stricte, tout y est très normé y compris les tenues vestimentaires. La question essentielle dans cette société est de savoir qu'est-ce que le bonheur et comment y accéder.

L'objectif de More est de s'adresser aux sociétés traditionnelles statiques et guidées à l'époque par l'invisible ; l'individu y avait un sens s'inscrivant dans une conception sociétale de l'invisible. L'Utopie est en quelque sorte le rêve de l'occident, croyant en l'homme et basé sur les sociétés traditionnelles.

#### **V. LE CONCEPT DE MILLENARISME**

Le millénarisme est radicalement différent de l'Utopie, il s'agit de tout autre chose. Le concept recouvre deux notions différentes : en premier lieu il y a la croyance dans le salut, en second lieu on trouve l'attente du messie.

Cette conception trouve son origine dans les persécutions du peuple juif par Rome. Le messie y est alors considéré comme le sauveur. D'après l'apocalypse selon Saint-Jean, une période de mille ans de bonheur précédera le retour du Christ sur Terre ; cette période de 1000 ans suivra des périodes de troubles. Le millénarisme est la croyance dans l'arrivée prochaine du bonheur.

Au IV<sup>ème</sup> siècle avant JC apparaît la thèse des souverains des derniers jours, thèse s'inscrivant dans les théories millénaristes. Cette conception des choses a poussé les gens à agir comme l'a fait par exemple Christophe Colomb cherchant de l'or afin de permettre au Roi d'Espagne de reconquérir Jérusalem et devenir roi. La notion n'est pas vide de sens aujourd'hui encore ; l'histoire des États-Unis est calquée sur cette croyance : les westerns, les mormons, etc.

Le millénarisme est donc une marche vers la terre promise, non plus dans l'espace mais dans le temps. C'est exactement le contraire de l'Utopie. Il a été repris par les pauvres souhaitant accélérer l'arrivée de la période de bonheur en provoquant éventuellement les périodes de troubles préalables. Les mouvements millénaristes se sont identifiés et confondus avec les attentes du peuple là où l'Utopie est un idéal de la bourgeoisie où les problèmes sociaux seraient abolis. L'Utopie est un modèle, une organisation là où le millénarisme est une projection dans le futur ; l'Utopie est une régression vers le passé. Le point commun des deux notions se situe toutefois dans le retour de l'homme à l'Eden perdu, dans la croyance en un futur meilleur que le présent.

# **TITRE I**

## **LES IDÉES POLITIQUES DE 1789 À 1848**

# 1

## L'ÉCHO DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE 1789 - 1814

### **I. LE PRELUDE DE LA CHUTE DE L'ANCIEN REGIME**

À l'origine de cette chute, se situe la conjonction entre l'opposition systématique des parlements et la faiblesse de Louis XVI qui finalement débouchait sur l'impossibilité d'effectuer les réformes pourtant nécessaires (d'une façon générale, les révolutions sont souvent le fruit de privilégiés insatisfaits). Le déficit croissant des finances publiques était considérable, la noblesse et le clergé ont refusé de contribuer plus : la révolution est née de la révolte des nobles manifestant leur mécontentement politique et n'acceptant pas l'avènement de la monarchie absolue. La bourgeoisie quant à elle espérait l'égalité absolue, d'où le recours à la vieille institution des états généraux. Cependant, pour pouvoir faire ces réformes, il aurait fallu s'appuyer sur le tiers-état.

### **II. LA REVOLUTION BOURGEOISE DE 1789**

Le conflit s'ouvre sur le problème du vote par ordre ou par tête, problème qui débouchera sur une véritable révolution juridique à l'instigation de Sieyès. Le tiers-état suivi par une partie du clergé somme les privilégiés de se réunir. Les états généraux se transforment en assemblée nationale. Le roi opte pour la fermeté et ordonne la séparation, toutefois, par faiblesse, il ne fit rien et l'assemblée se proclama dès lors constituante. Une milice fut créée et la Bastille fut prise. Cherchant à jouer l'apaisement, le roi se montre avec la cocarde, cependant, la faiblesse du roi que représente cette dernière, a accéléré la dilution de la monarchie. Une constitution fut élaborée ainsi que la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (DUDH). La fuite du roi à Varenne constitua dès lors un point de rupture.

### **III. LA RADICALISATION DE LA REVOLUTION**

Le 21 septembre 1792 voit le renversement de la monarchie et l'avènement de la République. Les Jacobins prennent le pouvoir. Le roi est guillotiné en 1793 ; Saint-Just dira qu' « on ne gouverne pas innocemment ». La terreur commence en mai 1793 pour finir à la fin 1794. Robespierre dirige la France et élimine tout ceux qui sur sa gauche tentent de le déborder : Danton et les enrégés seront éliminés. En octobre 1795, Robespierre est éliminé à son tour. Saint-Just fait partie du comité de sûreté général. Bonaparte clos la révolution le 9 novembre 1799 par le biais de son coup d'État.

Si l'on revient un instant sur la révolution elle-même, Robespierre apparaît comme le méchant alors qu'il était beaucoup plus pacifique que ce que l'on a cru ; les apparences sont donc trompeuses. Concernant la position de Saint-Just, penser que la révolution est un enchaînement inéluctable d'évènements logiques est totalement faux ; la situation aurait très bien pu être rétablie à n'importe quel moment.

## **SECTION 1**

### **SIEYÈS OU LA SOUVERAINETÉ NATIONALE**

#### **I. UNE PERSONNALITE EXCEPTIONNELLE**

Emmanuel Sieyès (1741 - 1848) est un personnage énigmatique mais très fin politicien. Il fait carrière dans le clergé comme administrateur. Avant les états généraux, il édite un ouvrage sur « qu'est-ce que le tiers-état » ; envoyé aux états généraux, il va devenir une personnalité très rapidement. Très vite, il va également se murer dans un mutisme complet : « le silence du citoyen Sieyès est une calamité sans nom ». Avec thermidor, Sieyès cumule les horreurs, il devient directeur, ambassadeur à Berlin et va préparer le coup d'État de Napoléon. Cherchant une épée, il va tomber sur le jeune Bonaparte qui l'isolera progressivement. Il prendra sa revanche avec la chute de Napoléon et s'exilera jusqu'en 1830.

#### **II. LA NATION**

Sieyès appelle sa doctrine « l'art social » soit l'art d'assurer et d'augmenter le bonheur des nations. Il se considère comme le sauveur. Une fois sorti de son silence il dira que « la politique est une science que je crois achever », toutefois, on peine à trouver dans ses écrits une quelconque forme d'achèvement. Le point central de sa pensée restera le concept de nation.

La nation est tout d'abord antiroussoiste :

Sieyès pense que Rousseau a confondu la nature et idéal. La société est idéale, pas le retour à l'inorganisation. La nation est, dans ce contexte, un corps social organisé :

- la nation est libérale : elle est composée d'individus indépendants les uns des autres tout en étant égaux sur le plan juridique. La nation est plus qu'une addition, c'est une combinaison ;
- la nation est métaphysique : elle est transcendante, c'est-à-dire que l'individu ne représente pas sa fraction dans la communauté mais qu'il a toujours la nation au-dessus de lui et que celle-ci doit primer.

Sieyès est un idéologue ; la nation et pour lui une représentation intellectuelle. Elle ne se crée pas elle-même, elle existe par le droit naturel et à juste besoin d'une organisation pour fonctionner ; cette organisation s'appelle la constitution.

### III. LA CONSTITUTION

Sieyès s'en attribue la paternité. Le principe dominant de celle-ci repose sur le fait que l'ensemble des citoyens a le droit de décider de son gouvernement mais sans mandat exprès. Les assemblées ordinaires ne peuvent toucher à ce grand pilier de l'état qu'est la constitution. Le peuple délègue pour cela le pouvoir à une assemblée constituante.

Sieyès a rempli ses objectifs au-delà de ce que recommandait Montesquieu en prévoyant non pas des pouvoirs mais des fonctions. Ces fonctions sont :

- la volonté gouvernante qui propose des lois et nomme le pouvoir exécutif.
- la volonté pétitionnaires qui est la voix du peuple en posant ses revendications.
- la volonté législative décide de la formation des volontés.

C'est sur ce dernier point que Sieyès apporte sa pierre angulaire à l'édifice intellectuel : une volonté au-delà des volontés, « la jurie constitutionnelle ». Il s'agit d'une innovation certes, mais une innovation limitée.

### IV. LA REPRESENTATION

Il s'agit là de la nouveauté essentielle de Sieyès. Elle s'oppose à Jean-Jacques Rousseau et dépasse la conception de Montesquieu. Elle s'articule autour de deux idées :

- tout pouvoir est représentatif :

Sieyès s'oppose à la démocratie directe et se fonde pour cela sur l'image des lettres à la poste : est-on plus libre si l'on poste soi-même une lettre pour Bordeaux ou si on la confie à la poste économisant ainsi des ressources ? Sa réponse est simple, le pouvoir peut-être confié à des intermédiaires. Selon Sieyès, vouloir agir par soi-même est une régression ; la société est une société parce qu'on a des représentants. Le peuple doit agir par l'intermédiaire de ses représentants.

- le mandat est général ce qui est fondamental :

Les états généraux étaient revêtus d'un mandat exprès, ce n'est pas les électeurs mais la nation qui choisit. Le représentant s'inscrit dans le cadre d'une mission à l'égard des électeurs mais surtout avant tout une mission à l'égard de la nation. Chez Sieyès la politique est représentative et le mandat est général. La nation transcende les électeurs et le peuple ; il y a ici une opposition au mandat de Rousseau. Cette idée est toujours d'actualité, nous fonctionnons encore comme ça.

En résumé, le système de Sieyès repose sur la nation qui existe naturellement et qui a donc tous les pouvoirs. La souveraineté est confiée à des représentants pouvant tout faire à l'intérieur des limites fixées par la constitution ; le mandat est général et la volonté des représentants et celle de la nation. Sieyès a exprimé avec le plus de clarté la représentation

tout en étant avare d'explications : « notre oeuvre est assez grande pour se passer de commentaires [...] » a-t-il dit !

## SECTION 2

### BABEUF ENTRE UTOPIE EST MILLÉNARISME

La terreur est une période de la révolution ou une petite dictature s'impose à la France. En 1793, les enragés proclament, dans une pétition signée par l'abbé Roux, « la liberté est une illusion si une classe d'hommes peut impunément en affamer une autre ; l'égalité n'est qu'un leurre aussi longtemps que les riches, au moyen de monopoles, exerceront le droit de vie ou de mort sur le leurs concitoyens ». Les enragés revendiquent donc une pensée socialiste. Ils seront éliminés ultérieurement par Robespierre.

Joseph Babeuf dit Gracchus (1760-1796) entend en 1796 donner un complément de révolution. Tout comme Saint-Just il est né en Picardie, pays de la jacquerie et des révoltes paysannes. Il rencontre en prison un certain Buonarroti, descendant de Michel-Ange, qui en l'occurrence a médité sur le problème de la propriété et de la répartition de la fortune. À eux deux, ils vont regrouper et convertir à leur doctrine d'anciens enragés thermidoriens et révolutionnaires de gauche.

#### I. LE PROGRAMME BABOUVISTE

Il s'agit d'un programme que l'on pourrait qualifier de « sans droit d'auteur ». La principale affirmation provient du livre de Buonarroti, publié en 1728 et rédigé par un certain Sylvain Maréchal, « Le manifeste des égaux » : dans cet ouvrage, on peut voir les praticiens s'opposer aux plébéiens à Rome. Buonarroti veut montrer que la révolution politique n'est rien sans la révolution sociale. Plus loin, il affirme que la révolution française n'est que l'avant-propos d'une autre révolution, celle-ci étant bien plus solennelle : nous voulons l'égalité réelle ou la mort !

Pour eux, la loi agraire et le partage des terres sont rejetés car insuffisants : « nous tendons à quelque chose de plus sublime et équitable, le bien commun ou la communauté des biens ; la terre n'est à personne les fruits sont à tout le monde ! ». Il s'agit en réalité d'un programme communiste, un communisme de répartition. Cette finalité s'accompagne de moyens adéquats : le pays doit être divisé en région qui engloberaient tous les départements contigus ayant une même vocation économique à appliquer un programme précis élaboré par une autorité spéciale.

Le parallèle avec l'utopie réside ici dans la description d'un monde immobile : le travail est obligatoire pour tous ; à 5 ans les enfants sont enlevés à leur famille pour aller à la maison nationale et devenir des citoyens modèles ; le citoyen modèle participe à une ou plusieurs des huit activités reconnues officiellement : l'agriculture, l'élevage, la pêche, la navigation, la mécanique, le transport, la guerre et enfin l'enseignement ; « Tout travail qui ne donnerait pas un produit communicable à tous ne saurait être toléré » ; il n'y a pas de signe monétaire, ni commerce de détail : le commerce résiduel s'effectue nécessairement avec l'étranger. Marx qualifiera ce programme d'égalitarisme aseptique et grossier.

#### II. LA CONSPIRATION DES EGAUX

Ce programme est aussi une marche en avant d'origine millénariste, c'est une technique d'insurrection conspiratrice. Les adeptes attendent le salut par le biais du coup de force, les opposants seront exterminés. Le coup de force est justement minutieusement préparé. Pour Buonarroti, des dispositions seront prises pour bloquer les routes et faire pleuvoir les tuiles et les briques. Il s'agit de deux combats de rue programmée pour le 1er mai 1796. Deux bataillons se mutineront mais la trahison empêchera ce fameux jour d'arriver. Babeuf se suicide et Buonarroti s'évade pour aller « témoigner devant l'histoire », mais on le reverra en 1830 pour orchestrer la conspiration. La doctrine babouviste a eu un certain succès, plus pour la révolte qu'elle suscita que pour son contenu idéologique.

## **SECTION 3**

### **L'IDÉOLOGIE BONAPARTISTE**

#### **I. BONAPARTE : ROUSSEAUISTE ET ANTI-IDEOLOGUE**

Napoléon Bonaparte (1769-1821) n'a que neuf ans quand il lira « la Nouvelle Héloïse » de Rousseau. C'est en Corse qu'il rejoint ce dernier alors chargé de rédiger un projet de constitution pour l'île. Lui-même admire dans ses compatriotes les forces de la nature qu'il pare de toutes les vertus. De retour le continent, il retiendra de ses rencontres avec Rousseau deux concepts clés :

L'idée d'égalité :

Cette idée d'égalité, Napoléon la vit d'abord dans son fort intérieur, selon la conception qu'en a Jacques Bainville. Ce dernier décrit Napoléon comme un parvenu de l'histoire qui de rien arriva aux plus hautes marches. Napoléon confiera « je n'ai pas toujours régné, avant d'avoir été souverain, je me souviens d'avoir été sujet. Je n'ai pas oublié ce que le sentiment d'égalité a de fort pour l'imagination et de vif pour le cœur ». On sent ici toute l'intelligence politique de Napoléon : il va flatter les français, ce qui expliquera sa remarquable longévité politique ; les français sont très friands de ce genre de choses.

L'idée de pacte, de contrat social et de souveraineté populaire :

Napoléon va marteler ces deux idées jusqu'à sa chute en 1814 ; celles-ci constituent d'ailleurs son fonds de commerce politique et c'est grâce à elles qu'il se démarquera de l'ancien régime. Elles lui permettront notamment de récupérer les antirévolutionnaires. Napoléon est proche des Jacobins et de Robespierre en particulier. Il revient vite en grâce auprès des thermidoriens (politique du coup de force) du fait de la force militaire qu'il représente.

Napoléon est un homme de confiance. Il est au mieux avec les idéologues avec qui il publie les principaux éléments du libéralisme. Ces derniers croient en un compromis harmonieux pour autant que chaque être soit libre. Ils considèrent qu'il faut libérer les hommes de leurs préjugés par l'éducation. La question religieuse va toutefois créer un point d'achoppement avec ces derniers. S'imaginant très tolérant, ils croiront la religion catholique une religion morte là où Bonaparte y verra un instrument de pouvoir. Bonaparte signe en 1801 le Concordat ce qui consolidera son pouvoir ; ce texte est toujours en vigueur en Alsace Lorraine. Par la suite, Napoléon va peu à peu s'éloigner des idéologues pour devenir finalement un idéophobe habité par des velléités d'épuration.

Le contenu de la pensée de Bonaparte reste dans tous les cas difficile à cerner car il dit agir et penser par stratégie politique ; cela nous permet déjà de cerner quelque peu le personnage ! Il ne se pose pas la question du juste et du bon, on pourrait dire qu'il est doté d'une mentalité à l'italienne.

## **I. BONAPARTE : ROUSSEAUISTE ET ANTI-IDEOLOGUE**

### Le pacte social et la souveraineté populaire :

Bonaparte entretient la confusion entre les idées de pacte social, de souveraineté du peuple et de volonté générale. Pour lui, il existe un rapport privilégié entre le peuple et lui-même. Ce rapport se manifeste par des plébiscites exactement comme à l'occasion de l'avènement de l'Empire en 1802. Bonaparte entend gouverner seul et par droit populaire : il n'est pas élu par les assemblées, il n'est pas non plus un tyran maintenu au pouvoir par la force armée, il est se dit issu de la souveraineté populaire.

Cette souveraineté s'inscrit toutefois dans sa conception personnelle très particulière dans la mesure où elle n'est pas exprimée par une assemblée représentative ni par le peuple ; Napoléon s'oppose ici à Rousseau qui estime quant à lui que la volonté générale ne peut-être représentée. Il s'oppose également à Sieyès qui remet au législateur le soin de représenter et d'exprimer la volonté générale nationale. En clair, pour Bonaparte, la volonté générale est le gouvernement. Il serait le seul représentant de la nation et de la volonté divine ; on est en présence ici d'une concentration importante des pouvoirs.

### La constitution :

Bonaparte pense que Montesquieu a eu tort de fixer son analyse sur la constitution de l'Angleterre. La constitution anglaise n'est qu'une charte de privilèges. Étant donné que la Chambre des Communes est la seule à représenter la nation, elle a eu le droit et la possibilité de s'imposer. Ce n'est toutefois pas possible en France alors que le gouvernement concentre toutes les autorités et tous les pouvoirs émanant de la nation. Le système n'est donc pas transposable en France.

Bien que Napoléon tienne fermement les rennes du pouvoir, il suffit toutefois que l'empereur tourne les talons pour que cette assemblée reprenne du poil de la bête comme en 1808 suite à un discours maladroit de l'impératrice. À son retour, l'empereur reprend les choses en mains ; il nous dit que le premier représentant de la nation est l'empereur car tout pouvoir vient de Dieu et donc de la nation. Il nous dit que s'il devait y avoir un corps qui représente la nation, celui-ci devrait avoir le pas sur le chef du gouvernement ce qui ne manquerait pas de causer un conflit ; pour déjouer ce problème, il ne peut donc y avoir qu'un seul chef, le problème est réglé. Napoléon revendique l'héritage de la révolution française mais rappelle qu'il est empereur, révolutionnaire mais aussi plus royaliste que le roi !

## **III. LE MESSIE REVOLUTIONNAIRE**

Napoléon a toujours douté de la valeur à accorder à la volonté du peuple, et ce bien que s'affirmant le messie de ce dernier : « Le premier devoir d'un prince est de faire ce que veut le peuple, cependant, sa volonté est rarement explicite tout comme elle se trouve dans le cœur du prince ».

Dans la lettre à Jérôme, Bonaparte nous dit qu'il ne faut pas écarter le peuple ; le châtement est le premier devoir du peuple en cas de défaillance de son représentant. Sa conception propre du peuple rejette les monarchies traditionnelles entourées de leurs coutumes ; lui seul sait comment interpréter la volonté populaire. Son côté messianique dépasse par conséquent le cadre des monarchies.

Il prophétise que les grands principes révolutionnaires seront la foi et la morale de tous les peuples. Cette perception nouvelle se rattachera à sa personne quoi qu'on en dise, parce qu'après tout, il dit avoir fait briller les principes, ce qui n'est pas forcément faux ! Même persécuté, Napoléon renaîtra par la suite car les français adorent. Il n'en demeure pas moins que la réalité est pourtant une dictature. Raymond Aron y verra l'anticipation et la vision française du fascisme dans ce martèlement militaire. Cela aura donné lieu à une tradition politique dont le gaullisme fait partie.

## **SECTION 4**

### **BURKE OU LE REJET DES L'INDIVIDUALISME**

Né à Dublin, Burke (1729-1797) a commencé sa carrière d'homme de lettres en prenant le parti des insurgés américains. Comment a-t-il pu prendre si ardemment le parti de colons américain ? Il n'est pas rentré dans une discussion à la française et a refusé de se fourvoyer dans le débat abstrait des droits des colons. Avait-on le droit de taxer les colons disait-il ? Sans doute, mais l'exercice d'un tel droit n'était pas praticable car inopportun. Dans la continuité de cette pensée, la notion de droits de l'homme est pour lui une notion certes fondamentale mais non moins absurde ! Au final, Burke va passer en revue la révolution française qu'il va descendre en flèche. Selon lui :

#### La dépersonnalisation des institutions :

L'existence de l'institution gouvernementale ne se fait pas en vertu des droits naturels qui existent indépendamment de celle-ci. Le gouvernement est une invention de la sagesse humaine afin de pourvoir aux besoins de l'homme organisé en société. Selon lui, la révolution française a dépersonnalisé les institutions de sorte que cela a conduit à empêcher la naissance, dans le cœur des citoyens, des sentiments d'amour, d'admiration et d'attachement indispensables au fonctionnement de celles-ci.

#### La trop grande simplicité des institutions :

Montesquieu avait un sens de la complexité qu'il poussait au plus haut point. Burke le rejoint sur ce point en considérant qu'une telle complexité est nécessaire au fonctionnement institutionnel qu'il considère d'ailleurs comme une science. Dans cet esprit, il se trouve horrifié par la simplicité des institutions françaises telles qu'elles ont été redéfinies par la révolution.

#### La nouvelle signification du mot nature :

Le point d'orgue de la pensée de Burke a été d'opérer un retournement du mot « nature ». Pour lui, est naturel ce qui apparaît le résultat d'un long développement historique, fruit de l'histoire et de l'expérience des hommes. C'est pour lui fondamental, seul ce qui survit a de la

valeur ; le nouveau, surtout quand il est tout droit issu de l'abstrait, n'a pas de valeur. Par le biais de ses convictions, il va donner naissance au courant traditionaliste qui perdure et s'étale jusqu'à nos jours.

#### L'héritage, les préjugés et la table rase :

La conception que Burke a de l'ordre naturel des choses sanctifie l'héritage et les préjugés au détriment de la politique dite de la table rase : - l'héritage est quelque chose de voulu par la nature : l'Angleterre n'a fait qu'appliquer à la politique ce fonctionnement et cela marche. - les préjugés sont eux aussi naturels en tant que résultat d'un processus historique. À titre d'exemple, il nous dit que rien de plus naturel que le préjugé de la naissance : la noblesse est fondée sur cela et l'idée d'égalité n'est en revanche pas du tout naturel car toute société est nécessairement stratifiée en classe ; ce sont les « niveleurs » qui ne sont pas naturels. - enfin, concernant la notion de la table rase, Burke voit dans l'ordre naturel un penchant à conserver et améliorer avec talent. La conservation est ici essentielle mais avec une adaptation lente, très lente, voir à la limite de l'imperceptible. Il oppose donc ainsi la manière anglaise empirique à la politique de remise en cause brutale qu'à imposer la révolution.

#### L'état de nature et le capital social :

L'état de société politique est l'état naturel de l'homme : il permet d'incorporer sanctions et moralité d'où l'aberration de devoir donner son consentement à obéir à l'État ! Une nation est une idée de continuité dans le nom, dans l'espace comme dans le temps ; la constitution n'est pas un choix mais une résultante. Les devoirs envers la société ne sont donc pas volontaires. On ne peut fonctionner qu'avec l'idée de droits mais en n'y incorporant implicitement l'idée de devoirs. Selon Burke, la révolution française a induit une perversion dans le raisonnement des gens qui ne peut que provoquer des troubles de façon chronique. Là encore, le produit de la raison humaine a moins de valeur que le fruit de l'expérience, c'est là la base de la pensée contre révolutionnariste (voir Jacques Bainville).

# 2

## L'ÉMERGENCE DES GRANDES TRADITIONS POLITIQUES 1815-1849

René Raymond présente dans son ouvrage « Les droites en France » la naissance des trois droites qui ont jalonné le XIX<sup>ème</sup> siècle et qui se perpétuent encore aujourd'hui :

### La droite bonapartiste :

Il s'agit d'un courant d'idées sacralisant l'homme fort faisant appel au peuple sans intermédiaire ; il faut une connexion directe avec les concitoyens. Après Bonaparte, Louis Napoléon prend le pouvoir en 1851 par un coup d'État de l'intérieur (ceux qui prennent le pouvoir sont souvent déjà au pouvoir) ; l'objectif était de renverser la République à Austerlitz le 2 décembre. Ce coup d'État aura eu pour conséquence de rendre minoritaire la droite bonapartiste. Seuls quelques départements dont fera partie les Alpes de Haute Provence vont se rebeller. Toutefois, ce courant de pensée va connaître un regain de 1862 à 1870 avec le Second Empire. Ce courant perdurera jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, période à laquelle la relève idéologique sera assurée par le nationalisme. La droite bonapartiste existe encore aujourd'hui : De Gaulle puis le RPR ont été les représentants de ce courant.

### La droite légitimiste :

On dit souvent que les français sont légitimistes, c'est-à-dire qu'ils votent toujours pour les mêmes, ceux qui sont déjà aux manettes du pouvoir. Les royalistes sont pour la branche légitime, les Bourbons, qui reviennent au pouvoir en 1815 par l'intermédiaire de Louis XVIII, frère de Louis XVI, qui sera remplacé par la suite par Charles X. Ce courant croit en un

certain nombre de valeurs comme le devoir, la religion catholique et la hiérarchie naturelle. Cette droite se retrouvera représentée après le second empire par Mac Mahon porté au pouvoir dans l'attente de l'héritier légitime, le Comte de Chambord. L'histoire du drapeau fera capoté les projets des légitimistes. L'ensemble de ces forces va se retirer progressivement de la vie politique en se cantonnant en province ; actuellement, on voit cette branche perdurer dans l'actuelle Front National, même s'il n'est pas son courant essentiel.

#### La droite orléaniste :

En 1830, la révolution renverse Charles X remplacé sur le trône par Louis Philippe, roi des français et non plus roi de France. De la famille d'Orléans, Louis Philippe est arrivé au pouvoir grâce à une coalition bourgeoise et royaliste. Les orléanistes vont s'allier aux républicains pour empêcher définitivement le retour du Comte de Chambord. Cette droite est moins claire que les précédentes car le dosage consistant à concilier révolution, monarchie et république est beaucoup plus difficile à réaliser : c'est la recherche de l'équilibre au milieu, sans vague, tout en cherchant à récupérer l'héritage Napoléonien. Une fois au pouvoir, il y a instauration du suffrage censitaire ou bien basé sur les capacités (les diplômés). On voit ici arriver la bourgeoisie caractérisée par des forces vives, des ressources suffisantes et un niveau d'instruction correcte. Il s'agit d'une droite de notables qui perdure encore aujourd'hui au travers des médecins, les avocats, les pharmaciens, etc. René Raymond nous montre dans son ouvrage à quel point cette droite est encore vivace de nos jours, notamment au travers de Giscard d'Estaing et plus généralement des centristes.

## **SECTION 1**

### **LE LIBÉRALISME**

Le XIXème siècle est le siècle durant lequel les idées libérales se répandent tout autour du monde à l'exception notable du continent Asiatique. Le mouvement est inséparable du mouvement national. Trois distinctions doivent toutefois être faites :

#### Un libéralisme de progrès :

Le libéralisme qui se répand durant cette période est un libéralisme de progrès à la fois moral, technique et de bien être. Ce libéralisme, qui accepte la nation et la monarchie ne se confond pas avec un libéralisme qui refuserait le changement. Cela fait la différence notable entre le libéralisme à la française et celui à la britannique. Les Saint-Simoniens sont radicalement différents des libéralistes traditionnels : on doit aux premiers des grandes avancées que n'auraient pas pu réaliser les seconds.

#### Un libéralisme bourgeois :

Le libéralisme qui se développe à l'époque doit être considéré comme une doctrine de la bourgeoisie même si les frontières idéologiques ne coïncident pas tout à fait avec celles de la classe sociale. En Angleterre, les libéraux sont plus anglais que les bourgeois avec comme objectif de dominer une partie de la planète à l'instar des Etats-Unis au XXème siècle. Le libéralisme français est en revanche beaucoup plus bourgeois que français tout comme il vise essentiellement non pas à conquérir mais plutôt à protéger une classe sociale comme le ferait un rempart.

## Un libéralisme pluriel et polymorphe :

Le libéralisme est apparu longtemps comme un bloc unique avec notamment Benjamin Constant qui ne voit en lui qu'une seule et même doctrine :

« J'ai défendu quarante ans le même principe, liberté en tout, en religion, en philosophie, en littérature, en industrie, en politique : et par liberté, j'entends le triomphe de l'individualité, tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme, que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité à la majorité. Le despotisme n'a aucun droit. La majorité a celui de contraindre la minorité à respecter l'ordre : mais tout ce qui ne trouble pas l'ordre, tout ce qui n'est qu'intérieur, comme l'opinion ; tout ce qui, dans la manifestation de l'opinion, ne nuit pas à autrui, soit en provoquant des violences matérielles, soit en s'opposant à une manifestation contraire ; tout ce qui, en fait d'industrie, laisse l'industrie rivale s'exercer librement, est individuel, et ne saurait être légitimement soumis au pouvoir social».

La conception qu'en a Benjamin Constant oppose ici le libéralisme à la monarchie absolue mais aussi à la démocratie entendu comme la tyrannie de la majorité : il entend faire respecter les droits de la minorité tout comme ceux de l'individu dans la droite ligne d'une conception remontant au XVIII<sup>e</sup> siècle. Très vite pourtant, cette conception monolithique du libéralisme va se scinder en plusieurs variantes et notamment un variante économique où le libéralisme est opposé à un État trop pressant : il faut laisser faire la main invisible d'Adam Smith. De nos jours, le G8, qui comme tout le monde sait regroupe les 8 pays les plus industrialisés, opère un retour au Saint Empire Romano-Germanique caractérisé par la dualité temporelle / spirituelle : le monde économique s'impose au monde terrestre !

## **I. BENJAMIN CONSTANT OU LE LIBERALISME D'OPPOSITION**

Benjamin Constant (1776-1836), s'il n'a pas inventer le mot libéralisme, il en est le théoricien dans sa forme la plus pure. S'il n'a pas dit ce qu'il pensait, il a toujours su ce qu'il voulait malgré des positions politiques souvent très variables (ses détracteurs l'ont parfois qualifié de Benjamin l'Inconstant). Sa clarté fait toutefois de lui un maître parmi les écrivains politiques.

Dans son ouvrage il écrit que le but des anciens étaient le partage du pouvoir social entre tous les citoyens d'une même patrie, c'est là ce qu'il nommait liberté. Le but des modernes est la sécurité dans la jouissance et ils nomme liberté les garanties qu'accordent les institutions à ces jouissances. La première liberté est la participation à la chose publique, la seconde est celle de la jouissance de certains droits même si l'on n'a pas la majorité. Être libéral, c'est aussi d'accepter l'opinion des autres ; il s'agit de préserver les droits de la minorité. La démocratie en elle-même ne comporte pas de composante libérale assurant cette protection. Pour Constant, ce qui est important est la liberté des modernes et non celle des anciens.

Les droits de votes ne sont rien sans les garanties institutionnelles. On accorde donc à l'État le minimum lui permettant de continuer à exister : Benjamin Constant rejette le régime despotique car l'aristocratie est source d'oppression et de privilèges, ce qui est contraire au développement du commerce et des lumières. Il faut rejeter la démocratie car elle est la manifestation du despotisme populaire. Face à cela, il reste le régime souverain régit par la constitution ; pour lui, ce régime est essentiellement monarchique où la monarchie a deux caractéristiques essentielles qu'il perçoit comme des garanties : la tradition et le pouvoir

neutre. Concernant ce dernier point, seule la monarchie permet un pouvoir neutre dans la mesure où le roi est un être à part ne pouvant être mélangé à la masse populaire à l'instar de la monarchie anglaise.

Benjamin Constant accepte malgré tout la république à condition qu'elle soit constitutionnelle : « entre la monarchie constitutionnelle et la république, la différence est dans la forme. Entre la monarchie constitutionnelle et la monarchie absolue, la différence est dans le fond ». Cependant, la république de Benjamin Constant n'est pas démocratique. Il ne conçoit d'offrir la possibilité de voter qu'à ceux qui peuvent comprendre. Pour lui, un certain nombre de loisirs permettent l'accès aux lumières, celles-ci permettant à leur tour de comprendre et de pouvoir agir sur le plan politique ; bien évidemment, il s'agit pour lui forcément d'une minorité.

## II. LE LIBERALISME

Après Benjamin Constant, l'orléanisme sera l'expression du libéralisme au pouvoir. Même si cette manifestation s'effectue par le biais de la famille d'Orléans, cet aspect est largement secondaire par rapport à la doctrine. L'écrivain original Emmanuel Beau de Loménie, dans son ouvrage « La responsabilité des dynasties bourgeoises en France », a essayé de montrer que depuis la révolution française, ce sont toujours les mêmes qui ont réussi à conserver le pouvoir. Vu sous cet angle, la révolution française a été un vaste transfert d'argent et ceux qui s'en sont emparés (notamment par l'intermédiaire de la récupération des biens de l'église) ont construit des dynasties fondées sur le pouvoir par l'argent. Seule une éclipse de ces familles a eu lieu lors de la restauration, mais le refus d'être écarté du pouvoir a abouti à la chute de Louis Philippe, soit la chute de la monarchie constitutionnelle au profit de la bourgeoisie française. Cette coalition arrivant en 1830 est formée par un groupe de 200 000 personnes ; tous les manuels nous montrent un grand combat gauche / droite mais en réalité, qu'il s'agisse d'hommes de droite ou d'hommes de gauche, ce sont toujours les mêmes.

Cette doctrine dite du « juste milieu », dont le français Guizot (1805-1874) a été le doctrinaire, est fondée sur le constat que l'intérêt général se confond avec l'intérêt de la classe moyenne. Elle se situe entre le peuple pauvre sans instruction et la noblesse dont l'argent fait perdre la raison. Sans être dépassé par le monde, ils sont les garants de l'intérêt général. Il s'agit d'une oligarchie industrielle la mieux armée pour atteindre leur mission d'intérêt général. La chute, en 1848, s'explique par l'intégration lente et progressive de la bourgeoisie dans la noblesse et la nécessaire perte de représentativité qui s'ensuivit ; il faut se souvenir que la garde nationale était à l'époque essentiellement composée de bourgeois.

## III. ALEXIS DE TOCQUEVILLE OU LA DEMOCRATIE VUE PAR UN LIBERAL

Alexis de Tocqueville (1805-1859) est noble tout comme Montesquieu. Libéral, issu des légitimistes il acceptera de servir la Monarchie de Juillet. Il accepte également d'être, malgré son pessimisme, un ministre de la Seconde République. Il combine les qualités d'un analyste politique exceptionnel avec un passage en politique assez terne. Il laissera trois idées exprimées dans trois ouvrages :

L'inexorable poussée de l'individualisme :

D'un séjour d'un an sur le nouveau continent émergera en 1830 « De la démocratie en Amérique ». Son analyse repose sur une évolution que va subir le vieux continent à l'instar de

ce qu'il se produit à l'époque en Amérique. Par ce livre, il inaugure une série de penseurs partis là-bas pour saisir le sens de l'évolution historique. Concrètement, il nous dit que le développement du libéralisme s'accompagne d'une montée inexorable de l'individualisme, ce dernier étant un sentiment réfléchi et prévisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis. Ainsi reclus, les sujets se construisent une petite société à leur image et ils abandonnent volontiers la grande à elle-même. On voit au passage que le sentiment d'individualisme n'est donc pas nouveau puisque apparu en 1830 ! Chez Tocqueville, l'individualisme est d'essence démocratique et se révèle inséparable de la démocratie. Il s'agit pour lui d'un mouvement de fond tendant à l'égalisation des conditions individuelles qui progressivement permettent aux gens de se suffire à eux-mêmes par l'éclairage qui s'effectue : les gens s'habituent à être autonomes.

### L'émulation idéologique :

La deuxième idée de Tocqueville est liée assez naturellement à la première. Celle-ci repose sur le constat que des gens aux conditions similaires finissent par avoir les mêmes idées : cela décrit ce que l'on appelle aujourd'hui le conformisme ! En Amérique, la majorité trace un cercle formidable autour de la pensée ; au-dedans des limites, l'écrivain est libre de dire et penser ce qu'il veut, mais malheur à lui s'il ose en sortir (voir « Psychanalyse de l'Amérique » de Keyserling) : « ce qui me répugne le plus, ce n'est pas l'extrême liberté qui y règne, mais le peu de garanties que l'on y trouve contre la tyrannie ». La démocratie a son corollaire dans la tyrannie de la majorité sans que l'on puisse s'y opposer. Pourtant, les Etats-Unis ne sont pas une tyrannie et ce pour deux raisons : l'administration décentralisée et la très grande place laissée aux avocats, les deux formant une sorte de garde-fous.

### Une liberté dangereuse :

Dans la conception de Tocqueville, la liberté est donc un danger pour la démocratie car il s'agit en réalité de la tyrannie du peuple ; on retrouvera par la suite cette même crainte chez Hayek. Dans l'ouvrage inachevé « L'ancien régime et la révolution », Tocqueville montre que la centralisation administrative n'est pas l'oeuvre de la révolution mais bien celle de l'ancien régime. Cette dernière n'a finalement fait qu'accélérer un processus entamé et voulu par l'ancien régime lui-même. Cet état de fait constitue la démonstration qu'il n'y a pas de réelle volonté démocratique en France. De fait, Tocqueville voit de l'interventionnisme étatique partout, surtout dans la sphère industrielle. Déjà l'époque, il préconise la décentralisation.

Tocqueville est un personnage faisant preuve d'une étonnante lucidité. Dans l'ouvrage « Les souvenirs », écrit pendant la Seconde République, il nous confiait : « [...] mon secret consiste à flatter leur amour-propre en même temps que je néglige leur avis. J'avais trouvé que c'était avec la vanité des hommes qu'on obtient le plus avantageux ; on obtient des choses fort substantielles avec des choses ne contenant finalement que très peu de substance. Un plus grand secret encore est qu'il faut mettre en berne sa propre vanité, ce qui n'est pas facile, d'où le fait que c'est un art si difficile. »

## **SECTION 2**

### **LE TRADITIONNALISME**

Le traditionaliste est à l'opposé du libéralisme.

Il recouvre cinq thèmes :

L'expérience et la nature :

Ce sont là des références courantes chez les traditionalistes. Si chez les libéraux ces références sont liées à l'ordre économique et résultent de la cohabitation harmonieuse de mécanismes d'adaptations, chez les traditionalistes, elles sont liées à l'expérience de l'homme et surtout à son histoire.

La terre, l'héritage, le milieu :

Tous ces thèmes ont quelque chose de récurrents comme le montre la symbolique des arbres : les racine représentent le passé, le tronc représente le présent et les branches l'avenir. Ce que veulent dire les traditionalistes, c'est qu'il y a un sens aux choses et qu'on ne peut faire n'importe quoi.

L'association :

Il y a là une opposition entre les traditionalistes et les libéraux qui sont plutôt pour l'individualisme. La famille, le régionalisme, etc. sont des thèmes centraux. Le corporatisme est dans cet esprit la manifestation professionnelle de ces valeurs. L'ordre des avocats a été créé sous Vichy.

La morale :

Si les libéraux parlent facilement de vertu et d'éducation, les traditionalistes se méfient de l'éducation et en appellent plutôt à des valeurs et des héros provenant d'élites. La conception traditionaliste est l'exact contraire de la course aux talents.

L'ordre :

Selon la conception traditionaliste, des structures naturelles doivent peu à peu émerger, elles seront le fruit de la nature et de l'expérience des hommes.

## **I. JOSEPH DE MAISTRE OU LE PROVIDENTIALISME**

Joseph De Maistre (1753-1821) est sujet du royaume de Piémont-Sardaigne. Magistrat, sénateur, le comte était destiné à vivre une vie digne dans le strict accomplissement de son devoir familial. Pour lui - et encore aujourd'hui pour le ministre des affaires étrangères, Dominique De Villepinte - la France exerce une sorte de magistrature sur l'Europe. Malheureusement, la France a mal utilisé les moyens à sa disposition, elle a failli à sa mission en contredisant sa vocation chrétienne et à démoraliser l'Europe avec ses philosophes.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de voir, qu'avec leurs complices, se sont effondrés les principaux coupables : la grande épuration devait s'accomplir, il fallait que les scélérats s'entretuent. La question des innocents est réglée par De Maistre en disant qu'il y a bien moins d'innocents que ce que l'on peut imaginer : « La mort de Louis XVI a vu beaucoup de complices » ! Ici, l'absence de réaction consistant à ne pas s'opposer doit s'analyser, pour De Maistre, comme un acte de complicité.

Le jacobinisme salvateur :

Dans la pensée de De Maistre, le carnage est autant un moyen de salvations qu'une punition. La France devrait d'être châtiée mais devrait aussi être préservée afin qu'elle puisse accomplir sa mission. La France et la monarchie ne pouvaient donc être sauvées que par le jacobinisme : c'est la purification. Le jacobinisme est ici considéré comme un bain de sang régénérateur.

### La constitution :

De Maistre reprend une idée de Burke à savoir que vouloir faire une constitution est une présomption ridicule de l'homme car l'homme peut tout modifier mais il ne crée rien. Il ne fait que rassembler des morceaux épars, fruits de l'histoire de part et d'autres. « L'histoire est à la politique ce que l'hôpital est à la médecine » (Jacques Gainville) : la politique est une expérimentation, la constitution, selon De Maistre, et la solution d'un problème dont la nature fournit les données.

### Les droits de l'homme :

« les droits de l'homme sont une carabistouille ! J'ai vu au cours de mon existence des français, des italiens, des russes, mais l'homme, je déclare ne l'avoir jamais rencontré de ma vie ; s'il existe, c'est à mon insu ». Pour De Maistre les droits de l'homme sont une fumisterie ; on retrouve ici une idée marxiste.

### L'idée de loi générale :

« Les soirées de Saint-Pétersbourg » : dans ce livre, il nous dit qu'on se plaint du bonheur des méchants et du malheur des justes, c'est absurde ! Cela n'aurait de sens que si les méchants prospéraient par le méchant et les justes souffraient par le juste. La vérité est que les lois générales qui gouvernent le monde valent pour toutes les créatures humaines, angéliques ou monstrueuses. Tout homme en qualité d'homme et sujet à tous les malheurs de l'humanité ; voici la loi générale et en étant générale elle est injuste. Ce qui est extérieur à l'homme lui est extérieur complètement, il ne prend pas en considération les notions de bien et/ou de mal. Adam Smith nous dit exactement la même chose à savoir que se plaindre est égoïste ; il devrait y avoir une solidarité naturelle entre les hommes. Cette idée de loi générale est anti-individualiste.

L'impact de politique de De Maistre a été finalement limité. Son livre paru en 1797 sera cependant à l'origine d'une vague énorme en tant que manifeste de la contre-révolution, ouvrage propagandiste de la monarchie. Quand Louis XVIII revient au pouvoir, les virulences de Joseph De Maistre vont faire mauvais effet et celui-ci sera finalement le laissé-pour-compte de la restauration. On voit au passage ici qu'un livre peut avoir un succès immédiat tout en devenant par la suite inadaptée à son époque.

## **II. BONALD**

### La vision d'un système politico-religieux :

Bonald (1754-1840) va apporter au niveau de la contre-révolution la vision d'un système politique et religieux intégré où les deux sont rigidement liés. Il reprend l'argument de Joseph de Maistre en estimant qu'il fallait que le scandale arriva en tant qu'il fut la manifestation du pouvoir populaire. S'agissant de la religion catholique, Bonald pense que la

réforme - qui se définit comme ce qui s'est passé au XVI<sup>e</sup> siècle à savoir le schisme protestant suite aux thèses de Luther - est à l'origine de toutes les calamités.

Pour lui, cela s'explique par le fait que cette réforme a conduit à diviser la société religieuse et par conséquent à diviser la société politique. Selon lui, il y a donc un parallélisme entre le gouvernement populaire et le culte protestant. C'est la nature, en tant qu'organe de la société divine, qui constitue et structure la société humaine. La constitution existe mais elle est neutre : elle émane de la nature et est issue de la vie. Ce n'est que dans les sociétés non constituées que l'on doit écrire une constitution car les bases de ces sociétés sont elles-mêmes défailtantes.

#### Une position anti-individualiste :

Bonald haie profondément l'individu, l'homme n'a que des devoirs et ne devrait pas avoir de droit. L'homme a des devoirs envers la nature humaine, envers Dieu et envers la nature tout court. Le droit du peuple de se gouverner lui-même est un défi à toute vérité : un sujet a droit à être gouverné comme l'enfant a droit à être nourri. L'État a quant à lui le devoir de gouverner.

La philosophie du vrai a abouti à une poussière d'individus. Il faut revenir aux « nous » du moyen-âge. Le nous est tout d'abord dans la famille en tant que cellule primaire de la nation et en tant que société en elle-même par le biais de sa trinité : le père est le pouvoir, unique et indépendant, l'enfant et le sujet obéissant tandis que la mère et la médiatrice. Nous pouvons dire au passage que l'une des critiques adressées par les socialistes à la famille est le schéma politique autocratique qu'elle véhicule. Le nous est ensuite dans les métiers, la corporation des métiers avec sa filiation du métier.

#### La théorie des pouvoirs :

La dernière idée de Bonald est celle de la théorie des pouvoirs : il n'est de société constituée que la monarchie car tout pouvoir est nécessairement indépendant des sujets qui sont soumis à son action ; en effet, dans le cas contraire ces sujets seraient eux-mêmes les pouvoirs. Suivant cette analyse, Bonald considère la commune comme le cadre idéal de cette vie sociale à l'échelon local.

## **SECTION 3**

### **LE SOCIALISME UTOPIQUE**

Karl Marx (1818-1883) a donné à ses prédécesseurs socialistes (le terme socialiste n'est apparu qu'en 1831) le qualificatif d'utopiste. Pour lui, seule prévaut la science, conformément à la veine des idées du XVIII<sup>e</sup> siècle. La science s'oppose ici aux rêveurs, aux utopistes.

Attention toutefois car il faut nuancer cette dichotomie : tous ne sont pas utopistes ; certains comme Saint-Simon ont bien les pieds sur terre. Ce dernier a par exemple consacré une classification sociale qui légitime la classe bourgeoise, preuve s'il en est de la rationalité de son analyse. On placera néanmoins ici Saint-Simon dans la catégorie des utopistes pour la simple raison suivante : il a voulu remodeler en profondeur la société.

Pour définir le socialisme, on se base sur de grandes aspirations fondamentales : d'une part la volonté de réorganiser la vie économique et d'autres part l'aspiration à une plus grande justice sociale. À ce titre, on peut constater que notre parti socialiste actuel n'est pas toujours en phase avec ses idées fondatrices.

## **I. SAINT-SIMON OU LA PREFIGURATION MILLENARISTE**

Henri Claude de Rouvroy dit Comte de Saint-Simon (1760-1825) est l'arrière petit neveu de Louis XIV. Il est aux antipodes de Babeuf à qui il reproche n'avoir rien compris au nouveau monde industriel qui est en train de naître sous ses yeux. Il est allé se battre en Amérique et partage l'idée que le monde est régi par des lois simples. Il croit en la science et en la rationalité, ce qui le conduira à inventer le terme « industriel ». Il finira ruiné mais très convaincu de son rôle salvateur comme en témoigne son valet qui devait le réveiller tous les matins en lui disant qu'il a de grandes choses à faire aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, Saint-Simon nous dit trois choses :

### Une doctrine de production :

Le saint-simonisme est une doctrine de la production. Si les grands auteurs avouent difficilement leurs dettes, on ne peut que reconnaître que Marx a une dette envers Saint-Simon. Ce dernier s'intéresse à la production et non à l'échange comme l'a fait Adam Smith : « Marxistes, poujadistes et technocrates, je vais les oublier ! Supposons que la France perde ses élites, comme les penseurs, les politiciens et autres intellectuels, il ne se passera rien. Par contre, si l'on perd les chimistes, les inventeurs et autres gens d'action, la situation deviendra très rapidement grave ». Saint-Simon est convaincu qu'il faut supprimer les oisifs. À l'opposé de cela, il entretient le culte du manager, de l'inventeur, de l'homme qui produit. On a ici une distinction entre les producteurs et les oisifs ; ce sont les premiers qu'ils qualifient d'industriels, les autres ne servent à rien.

### Une doctrine de l'organisation :

Saint-Simon est l'inventeur de la technocratie qu'il érige en doctrine. La philosophie du dernier siècle a été révolutionnaire, celle du prochain devra être organisatrice. Il l'affirme le primat de l'économie sur le politique. Il faut, dit-il, substituer aux gouvernements des hommes l'administration des choses. On voit au passage dans ces propos que dès 1820 on détenait le thème de notre siècle actuel. Pour Saint-Simon, la classe industrielle est la seule utile. Elle est de plus en plus nombreuse et va s'accroître toujours aux dépens des autres pour devenir finalement la classe unique. Il est surprenant mais logique de voir qu'il suffit simplement de remplacer la classe industrielle par le prolétariat pour retrouver les idées de Marx.

Saint-Simon voit le développement économique de l'Europe par le biais d'une élite commerçante, ce qui constitue une différence avec les autres socialistes. Il n'est pas démocrate et considère que les inégalités sont naturelles voire même bienfaites. Il croit fermement à la vertu des élites ; Balzac disait dans son ouvrage « Une autre étude de femme » qu'organiser était un mot de l'empire ; en effet on voit ici les inspirations bonapartistes qui résident prioritairement dans une pensée d'organisation.

### Un nouvel évangile :

Le but du Compte de Saint-Simon est d'améliorer le plus promptement possible l'existence morale et physique de la classe la plus pauvre. Pour lui, il n'y a pas de changement de l'ordre social sans un changement dans les fondements même de la propriété. Il n'est pas contre la propriété mais souhaite que celle-ci soit mieux utilisée au regard de l'utilité sociale qu'on peut en retirer.

Pour comprendre cette pensée, il faut la resituer dans le concept d'avancée vers l'âge d'or. Saint-Simon veut un nouveau christianisme, une sorte de nouvelle religion qui concilie l'autorité temporelle des industrielles et l'autorité spirituelle des savants. « Il ne faut pas que le temporel soit confié aux savants faute de quoi le corps scientifique va se corrompre et s'approprier les vices du clergé, ce qui le ferait devenir métaphysicien, astucieux et despote.

Concernant l'âge d'or, « nos pères ne l'ont pas vu, nos enfants y arriveront, c'est à nous de frayer la voie ». Saint-Simon a créé une sorte d'école dont un seul établissement verra le jour. Celui-ci est caractérisé par le port d'un costume que l'on doit boutonner à l'arrière. Il s'agit d'une communauté mixte, donc en avance sur les mœurs de l'époque, destinée à montrer le besoin et la nécessité de l'autre ; Saint-Simon veut prouver que l'on ne peut vivre seul.

Au-delà de ces quelques points, il nous faut remarquer que le saint-simonisme est l'incarnation même de l'esprit français : on parle pour tous et on s'engage dans des travaux pour le bien du monde. Bien que critiquable, cela a tout de même donné lieu à de nombreuses et grandes réalisations : les chemins de fer français, le canal de Suez, l'idée d'égalité et de communauté avec l'Algérie, etc. Le premier traité basé sur l'idée d'échange avec l'Angleterre est d'inspiration saint-simonisme ; il date de 1860, soit un siècle avant le traité de Rome ! Même si les débouchés idéologiques sont finalement modestes, les réalisations sur le plan économique ont été et demeurent fondamentales.

## **II. FOURIER OU L'UTOPIE DU PHALANSTERE**

Charles Fourier (1772-1837) a mené la vie médiocre d'un voyageur et d'un employeur subalterne attendant entre 11 heure et midi le mécène devant l'aider à réformer l'univers. À son actif on dénombre plusieurs prophéties telles celles où les mers prendront le goût de limonade ou encore l'arrivée prochaine d'anti-requins dont la mission sera de faciliter la pêche. Au-delà des anecdotes, la pensée de Fourier repose sur 3 éléments :

Premier élément : la loi de l'attraction universelle

L'utopie que recherche Fourier repose sur la loi de l'attraction universelle. Le chaos social dans lequel est plongée l'humanité lui paraît inconcevable. A quoi bon en effet le progrès technique si l'homme n'en profite pas. L'homme est fait pour le bonheur, il faut trouver la loi qui donnera un sens au monde et vis-à-vis de laquelle toute société doit être organisée de façon à s'harmoniser avec le monde. Cette loi c'est la loi de l'attraction universelle.

Pour lui, cette harmonie provient de la passion, passion qui a été refreignée dans la société en conséquences de quoi découle l'absence d'harmonie. Selon Fourier, tout peut servir : l'amour du désordre tout comme la gourmandise qui pour lui révèle le côté naturelle de l'homme et la prévision qu'en a fait la nature. Au final et selon lui, il faut changer la conception des choses pour permettre la passion : c'est l'attraction passionnelle qu'il faut laisser s'exprimer. Tous les hommes doivent être regroupés par même passion dans le but de provoquer l'émulation.

Deuxième élément : l'anti-industrialisme

Fourier est un anti-industriel. Pour lui, tout y est vicieux : « c'est un monde à l'envers car les manufacturiers progressent en raison de l'appauvrissement des ouvriers ». On constate qu'il s'agit là d'un raisonnement quasi marxiste basé sur la loi de paupérisation.

Fourier déteste également les commerçants et ce d'une façon générale : « une pomme fut pour moi comme pour Newton une boussole de calcul. Cette pomme digne de célébrité fut payée 14 sous par un voyageur qui dînait avec moi au restaurant « Février » à Paris, or, je sortais d'un pays où les pommes de même grosseur sinon de taille supérieure se vendent par 100 pour 14 sous : je soupçonnais un désordre fondamental dans le système commercial » (Fourier s'en prend ici aux petits commerces).

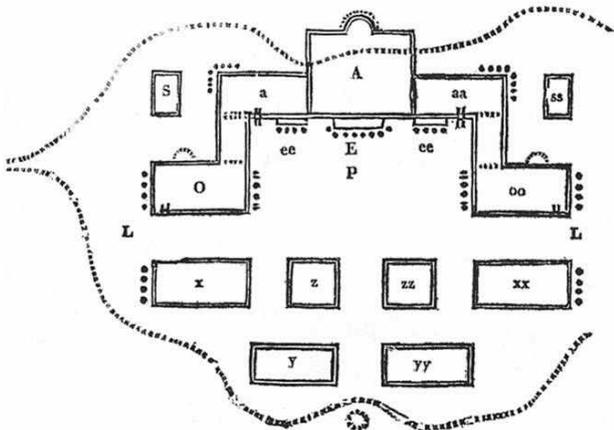
En revanche, l'activité qui retient toutes ses faveurs est l'agriculture. Les utopistes adorent l'agriculture et le système agricole car ils sont finalement proches de la nature, celle-ci étant pavée pour eux de toutes les vertus. Fourier s'attachera particulièrement à l'horticulture.

Dans sa façon de voir les choses, Fourier ne compte pas sur une élite dont il se méfie mais pense au contraire qu'il est possible de réformer par le bas. Il haïe les Saint-simoniens et prêchera au 19<sup>ème</sup> siècle l'abolition de la propriété.

Troisième élément : l'utopie en action (le Phalanstère)

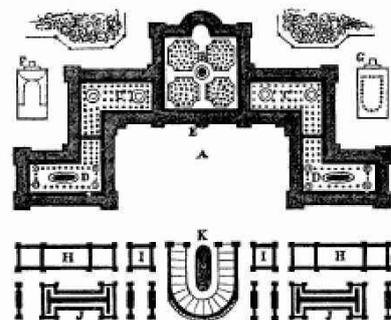
Il s'agit de sociétés closes composées de 1600 personnes ; les utopistes sont toujours des gens très précis car se considérant là pour fixer un cadre invariable, figé pour l'éternité. Cet ensemble fonctionne comme une coopérative où tous les membres se retrouvent comme des pseudo actionnaires. Le salariat est bien évidemment aboli mais on retrouve en revanche une participation au bénéfice devant conduire naturellement les phalanstériens à une cogestion de leur entreprise. Enfin, tous les phalanstériens ont droit à un minimum vital sans condition de travail ni même sans justification d'une incapacité quelconque à travailler.

Le quotidien des phalanstériens est l'agriculture. Les jours de pluie, ils doivent se rendre dans les manufactures pour continuer à travailler à l'abri des intempéries. Tous les habitants résident dans un système en étoile dont tous les bâtiments sont organisés autour d'un centre selon une architecture très précise : « il est très important de prévenir l'arbitraire en constructions : chaque fondateur voudra distribuer à sa fantaisie. Il faut une méthode adaptée (sans quoi on ne pourrait) pas déterminer le plan convenable ».



- LÉGENDE**
- A. Grande place de grande au centre du Phalanstère.
  - B. Jardin d'hiver, planté d'arbres verts, entouré de serres chaudes, etc.
  - C. D. Cours intérieures de service, avec arbres, jets d'eau, bassins, etc.
  - E. Grande entrée, grand escalier, tour d'ordre, etc.
  - F. Théâtre.
  - G. Eglise.
  - H. I. Grands ateliers, magasins, greniers, hangars, etc.
  - J. Étables, écuries et bâtiments ruraux.
  - K. Basse-cour.

**PLAN D'UN PHALANSTÈRE**  
 Ou Palais habité par une Phalange industrielle.



**NOTA.** Les bâtiments ruraux auront généralement un développement plus considérable que celui de la figure. - La grande route passe entre le palais d'habitation et les bâtiments d'exploitation. - Larue-galerie est figurée le long des faces intérieures du Phalanstère.

Dans la conception de Fourier, on retrouve toute la typologie des utopistes essayant de créer un monde harmonieux sorte de reflet de l'harmonie du monde. Le phalanstère n'est toutefois pas un système communiste car si Fourier déteste le désordre, il admet l'héritage et considère comme naturelle tant la richesse que la pauvreté. Selon lui, les gens sont différents et il est par conséquent nécessaire de rémunérer le talent ; ainsi ce dernier comptera pour 3/12ème dans la répartition idéale des revenus d'une personne et ce à côté du prorata de sa fortune pour 4/12ème et de son travail pour 5/12ème.

Concernant les autres domaines que le travail et plus particulièrement les rapports humains, Fourier prône un certain nombre de révolutions absolument scandaleuses pour son époque, et qui restent encore extrêmement audacieuses de nos jours. Celui-ci fait l'apologie de l'omnigynie soit l'amour multiple et simultané ; celui-ci prend toutefois conscience que cela peut aboutir à des laissés pour compte et, se préoccupant de la misère sexuelle de ces personnes, envisagera d'organiser un service sexuel gratuit pour eux, en créant un corps de volontaires (les "bacchantes"). On ne manquera pas ici de souligner son souci du détail !

#### L'impact de Fourier :

Au final, seul son disciple Victor Considérant a tenté une expérience de Phalanstère au Texas, mais cela n'eut pas le succès escompté. Plus profondément, on est frappé par les similitudes entre le système de Fourier et la religion des Mormons créée par Joseph Smith dans les années 1830. C'est en Utah, où il a été créée la ville de Salt Lake City sorte de nouvelle Jérusalem, que Smith donne naissance à cette nouvelle religion formée de toute pièce sur la base de principes phalanstériens : philosophie anti-banque, création de coopératives, rapports sociaux et sexuels, etc. L'analyse montre que Joseph Smith a recouvert d'un vernis religieux des structures d'inspiration fouriériste ; les Mormons sont aujourd'hui plusieurs millions.

Fou ou génie, Fourier préfigurera Freud avec l'analyse de l'inconscient et des passions comme moteur social. Il puise dans l'hermétisme (théorie ésotérique venue du fin fond de l'Egypte à l'origine de laquelle se situe Hermès, le messager des Dieux) avec laquelle il partage l'objectif de retrouver l'unité perdue ; cette quête se manifestera d'ailleurs dans d'autres domaines tels que l'alchimie avec notamment l'espoir de pouvoir opérer la transformation du plomb en or. Fourier recherchera aussi l'harmonie par une combinatoire de sentiments humains (les passions) pour parjurer le chaos : le phalanstère aura été pour lui là voie menant à la lumière.

Plus généralement et dans le socialisme, la place de Fourier s'avère marginale mais aura eu malgré tout le mérite d'avoir fait avancer la réflexion sur plusieurs thèmes :

- l'agriculture (qui sera reprise par Jaurès)
- la combinaison entre travail agricole et industriel (repris dans le manifeste du communisme)
- la conception d'une réforme par le bas (que reprendra Proudhon)

Notons sur ce dernier point qu'il est beaucoup plus évident que ce qu'il n'y paraît que changer la société ne peut s'opérer que si l'on change déjà les hommes qui la composent ; ce constat mis dans la perspective du débat sur la future constitution européenne ne manquera pas de nous faire nous interroger sur l'opportunité de cette dernière dont l'efficacité au regard du fonctionnement communautaire ne semble pour certains se rattacher qu'à la formulation de certaines phrases, voir qu'au choix de deux ou trois mots : les hommes politiques ne changeant pas, il n'y a en réalité aucune de raison pour que ce texte ait une incidence sérieuse.

### III. PROUDHON OU LE MILLENARISME ANARCHISTE

L'aire industrielle a suscité à la fois un idéal de technocrates et un idéal de producteurs. Dès lors, la classe ouvrière avait le choix entre la lutte par le biais de Karl Marx ou la conciliation sous l'égide de Proudhon.

Proudhon (1809-1865) est le fils d'un tonnelier et d'une cuisinière. Cela a son importance car pour comprendre les idées de quelqu'un, il faut comprendre sa vie et plus particulièrement son cheminement de vie. Proudhon a gardé les bêtes dans les champs près de Besançon. La pauvreté de sa famille compromet de brillantes études. Avant d'être journaliste, il sera longtemps correcteur d'imprimerie, rôle très important dans l'élite du 19ème siècle où la diffusion des idées et du savoir passait par l'écrit.

Après 1848, celui-ci sera député : « je n'y reste ni pour bavarder, ni pour approuver la constitution ». Il est passionné par l'idée de justice et est resté proche des valeurs de l'artisan (voir tableau de Courbet décrivant Proudhon ouvrage et outils à la main avec un enfant). Il est attaché à l'amélioration de la classe ouvrière mais reste toutefois un homme de paradoxes : « quoi que très ami de l'ordre, je suis anarchiste ».

Il attaque les socialistes : « il se publie je ne sais combien d'évangélistes, je ne veux pas augmenter le nombre de fous ». Il s'oppose à Karl Marx qui le considère d'ailleurs comme un dangereux adversaire : Marx se considérant lui-même comme philosophe et économiste répondra à l'ouvrage de Proudhon « Le système de contradiction économique ou philosophique de la misère » par le sien auquel il donne le titre « La misère de la philosophie ».

#### Contre la démocratie :

Proudhon est contre la démocratie ; on constate ici une parenté étroite et étonnante entre Fourier, Saint-Simon et Proudhon. Deux idées sont convergentes :

- Proudhon considère que le problème social n'est pas du ressort politique contrairement à ce que l'on pense de nos jours. Le problème social est du ressort de l'économique, Proudhon croit en la primauté de l'économique : « l'économie d'aujourd'hui est l'économie politique. Avant de légiférer, d'administrer, de bâtir palais et temples et avant de faire la guerre, la société travaille, navigue, échange, exploite les terres et les mers ». L'économie est importante, pas les changements politiques ; on trouve ici une parenté avec le marxisme ainsi qu'avec les idées libérales véhiculées notamment par Ricardo.

- Proudhon n'a plus confiance dans la démocratie ; il critique le suffrage universel : « religion pour religion, l'urne populaire est encore en dessous de la Sainte Ampoule mérovingienne ». Du temps des rois sacrés thaumaturges, intermédiaire divin entre le ciel et la terre, l'onction avec l'huile était le signe de l'investiture. Le suffrage universel est une sorte d'onction ; tout ça semble pour Proudhon assez fragile. Cela explique que les syndicalistes français restèrent fidèles la pensée proudhonienne en tant que défiance au gouvernement (préférence par l'astronomie syndical par rapport à un monde politique faisandé et opportuniste).

# 3

## UN SOCIALISME ÉCLATÉ 1848-1918

La pensée socialiste s'est forgée au fil des évènements politiques marquant comme par exemple la révolution de 1848 (le printemps des peuples), la Commune de Paris ou encore la révolution d'octobre.

### I. L'ESPRIT DE 1848

Trois éléments concours à cet esprit :

- le romantisme : celui-ci se définit comme le côté spectacle nourri par des souvenirs de l'empire, de la révolution française avec le goût de la sentimentalité. C'est l'appel aux grands idéaux avec ses grands mots claquant comme des drapeaux au vent : pitié envers les plus humbles comme envers les peuples étrangers opprimés ; c'est l'amour, mot ambiguë recouvrant une multitude de sentiments différents.
- le mysticisme : mystique de la science et du progrès ; on croit que tout est rose et que nous marchons vers l'âge d'or grâce à la science. La révolution de 1848 est influencée par les saint-simoniens et les fouriéristes.
- le culte du peuple : combattant, le peuple participe à la révolution avec la bohème, ce milieu interloque entre les oisifs, les étudiants plus ou moins attardés et les marginaux de tout poils réfractaires au cadre du travail. Sur ce point, les marxistes n'exerceront quant à eux aucune influence sur la révolution de 1848.

Cet esprit de 1848 va dans tous les cas marquer les esprits ; on dira de façon péjorative que Mitterrand avait un esprit quarante-huitard.

## II. LA COMUNE DE PARIS

Il s'agit plutôt ici d'une légende. Il s'agit de frapper les esprits en grossissant les traits car en réalité, cette période fut très courte : du 18 mars 1871 au 28 mai de la même année. C'est une réaction du peuple de Paris qui réagit de façon épidermique et patriotique contre l'invasion allemande. L'armée française sera finalement écrasée et cela se termine par la chute de Napoléon III qui finalement s'expatriera en Angleterre.

Les communards décident de refuser cet état de fait : il refuse le mysticisme, il refuse l'entente avec les allemands et souhaite continuer la guerre. Ils rejettent le gouvernement impérial retranché à Versailles et dirigé par Adolphe Tiers. Ce dernier monta à Paris pour faire carrière et se retrouvera dans les idées de Talleyrand (1825). Les versaillais écraseront finalement les communards au mur des fédérés.

L'influence de Marx sera nulle, les tendances dégagées sont franco-française. C'est la suite des enragés, des jacobins et des proudhoniens. En revanche, l'impact de la Commune de Paris fut grand sur le marxisme. Marx s'attachera très tôt à définir le moyen pour détruire la société politique actuelle et pour définir la forme d'organisation sociale qui succédera à l'État au lendemain de l'insurrection prolétarienne. Marx dira aussi que le mouvement prolétarien devra être centralisé pour éviter l'anarchie.

## III. LA REVOLUTION DE 1917

La révolution de 1917 constitue une date majeure de l'histoire du 20ème siècle, elle marque une coupure nette. Quand Lénine décide de prendre le pouvoir, il s'inspire plus des blanquistes (les enragés) que de Marx. Ce coup d'État va opposer des groupes ultra-minoritaires (bataillon des femmes, quelques cosaques, des cadets de l'armée) contre les révoltés de l'armée soit finalement quelques poignées d'hommes se battant dans un monde quasi-indifférent.

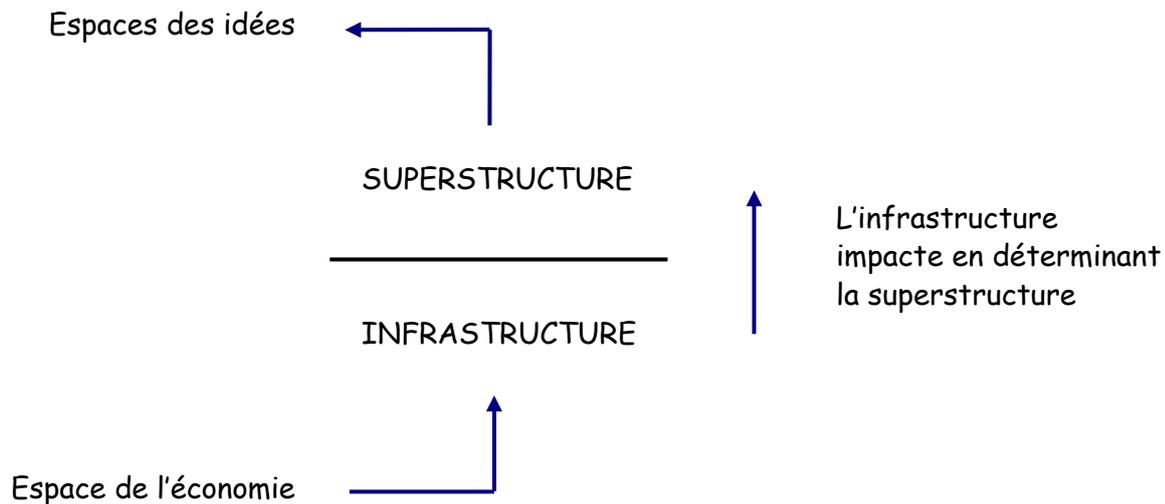
Il y a toutefois une mystique de la révolution de 1917 : « cette grande lueur qui s'est levée à l'Est ». Il y a la naissance du parti communiste se levant comme une église et une armée : « les chefs sont les chefs, ce sont eux qui décident [...] malheurs aux dissidents ». À la suite de ces événements s'enchaînera une internationale communiste dirigeant d'une main de fer depuis Moscou les partis frères.

### SECTION I

## MARX OU LE SOCIALISME MILLÉNARISTE

Karl Marx (1818-1883) est né dans une famille de la haute bourgeoisie. Titulaire d'une thèse en philosophie, il se dirige vers les métiers du journalisme. Il rencontre Engels, fils d'un industriel du textile envoyé à Manchester pour préparer la succession de son père ; tout deux vont élaborer la théorie marxiste qui sera formalisée par le « manifeste communiste » de 1848 : « prolétaires de tout pays, unissez vous ! » Tous deux participent à la première internationale mais ne deviendront toutefois majoritaires qu'à la seconde avec Guesde et les dirigeants de la sociale démocratie allemande.

Karl Marx a peu travaillé dans sa vie ; il aura travaillé en tout 15 ans avant de retrouver l'aisance matérielle grâce à deux héritages. Marx est l'homme des renversements ; Hégélien il croit au sens de l'histoire, c'est-à-dire en la rationalité de celle-ci dans son développement vers une plus grande liberté. Marx dit qu'il faut mettre sur pied l'hégélianisme, c'est-à-dire le faire tomber de la sphère des idées vers plus de matérialité dans le monde économique. L'homme doit projeter dans la matérialité le meilleurs de lui-même : il s'agit là d'une rupture avec la conception traditionnelle initiée avec la pensée de Platon.



La marxisme est à la fois une théorie économique, une théorie sociologique et une prophétie :  
- la théorie économique reprend la valeur « travail » chère à Ricardo et privilégie la production sur l'échange. Il complète et s'oppose à Adam Smith mais rejoint ici Saint-Simon. ;  
- le marxisme est aussi une sociologie car il analyse la dynamique des sociétés et leurs évolutions. ;  
- la marxisme est enfin et également une prophétie portée sur le devenir du monde capitaliste, une prophétie d'essence millénariste.

## **I. L'ANTI-POLITIQUE**

La politique en tant que telle n'est abordée que par ricochet. Si elle est basée sur la superstructure, elle n'est pas l'essentiel du débat, surtout quand elle affirme que « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que lutte des classes ». Il s'agit là d'une illusion et Marx ne critique finalement la politique que pour satisfaire sa vanité.

### Une critique de la politique :

Pour Marx, la politique est un angle de vision tronqué. Penser qu'on peut résoudre la question sociale en réformant l'État est un non sens car l'État fait corps avec la société. Engels a utilisé le premier le concept de société civile en considérant que l'État est différent de celle-ci. Pour Marx, les deux sont liés : l'État est le reflet de la société en général, telles les deux faces d'une même médaille. De fait, il ne peut être un arbitre dans un jeu où il est lui-même le reflet. La politique n'a donc aucune réalité indépendante. Pour Marx, l'esprit politique est quelque chose de myope aboutissant à des non-sens si l'on s'en sert pour régler les problèmes.

### Une critique du socialisme d'État :

Karl Marx critique en fait un théoricien socialiste, Lassalle, dont la théorie reposait sur le fait que l'État devrait avoir un rôle de production, de production minière, sous la forme de coopérative et que cela aboutirait à changer le monde. Selon Lassalle, en socialisant la production, on va changer le système économique. Marx dit que ça n'a pas de sens car tant que l'État ne sera pas l'État des prolétariens, il n'y aura aucun changement.

Ce qui compte, c'est la prise du pouvoir par le peuple, la prise du contrôle de l'État. Les coopératives ne sont qu'un moyen mais pas une finalité. Pour Engels, la propriété privée ne pourra progressivement plus exploiter les forces productives. Dès lors, il faudra que l'État en prenne le contrôle. C'est à ce moment là que le prolétariat pourra se saisir de l'État afin d'en finir avec un État oppresseur : l'État n'est ici qu'un moyen dont il faut prendre le contrôle.

### Une critique de l'anarchie :

Quelle est cette critique ? Marx avait du respect pour les utopistes, cependant, il leurs reprochent leur naïveté qu'il situe au niveau de la reconnaissance des phénomènes économiques ; il souligne 3 choses en particulier :

- l'effacement de l'individu devant le groupe : contrairement aux utopistes, Marx pense que si l'individu s'efface devant la société, cela va renforcer l'aliénation et les souffrances.
- la propriété privée : les utopistes proposent de la généraliser là où Marx et Engels pensent qu'il faut la supprimer. Ces derniers proposent de substituer la propriété privée de quelques uns à une possession de toute chose par tous.
- l'abolition de l'État : Marx et Engels veulent impérativement cette abolition et ceci sans tenir compte du fait que l'État serait l'avènement du communisme avant même que le capitalisme ne tombe et qu'il faille enfin supprimer l'État.

### Une critique du nationalisme :

Les ouvriers n'ont pas de patrie. Pour Marx, les antagonismes entre peuples disparaissent tout comme les nationalismes ; l'uniformité des conditions d'existence crée la solidarité. La lutte des classes ne peut évidemment se dérouler dans le cadre exclusivement national même si, à terme, tout sera unifié à l'échelle mondiale. Le nationalisme n'a en conséquences pas de contenu réel ni raison d'être ; partout on retrouve l'exploitation de l'homme par l'homme.

## **II. LA METHODE**

Il existe bien une méthode, pourtant il n'est pas facile de la décrire. Il est toutefois possible de distinguer quatre de ces traits principaux :

### L'aliénation :

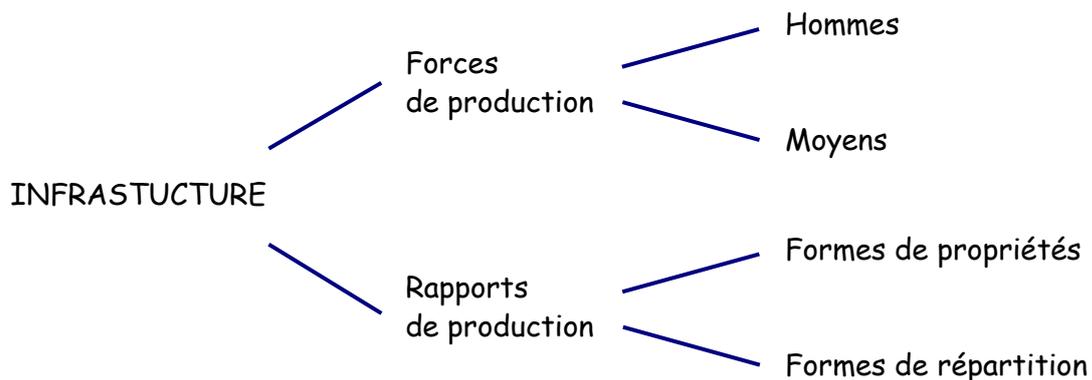
Le terme provient du latin « alienus » qui signifie « qui appartient à autrui ». D'un point de vue historique, il s'agissait initialement de l'acte par lequel quelque chose nous devient étranger ; par la suite, il s'agira de l'état qui en résulte. Le concept n'est pas toujours négatif, ainsi, Hegel en fera une notion positive car elle est le point de départ du processus d'objectivation : l'homme met une distance entre lui et ses propres créations. Il s'agit donc dans ce dernier cas d'une phase indispensable dans le développement de sa pensée vers l'absolu et la liberté.

Marx, quant à lui, part de l'idée d'aliénation du travail, idée qu'il poursuit jusqu'à considérer le fétichisme de la marchandise (on peut d'ailleurs en profiter pour avoir une réflexion sur nos propres comportements) : Marx considère qu'il s'agit ici d'un pouvoir qu'exercent les choses sur l'homme alors même que c'est nous qui les avons créé. Ce pouvoir se manifeste par exemple, en cas de défaut, par de la frustration. Pour en revenir au travail, l'homme est dépossédé du produit de son travail, ce dernier étant alors vendu comme une simple marchandise. Cette dépossession conduit l'homme à finalement devenir étranger à lui-même.

### Le matérialisme historique :

Les grecs pensaient que l'homme ne devenait homme que quand il commençait à s'occuper des affaires de la cité (l'Agora) ; ce que l'on appellera plus tard la politique était pour eux la seule chose vraie et importante. Marx pense exactement le contraire et place le travail au centre de l'analyse.

Pour lui, les forces productives sont à la base de tout. Elles se composent des moyens de productions auxquels s'ajoutent les hommes qui les manient. Les rapports de production sont quant à eux les rapports qui s'instaurent entre les hommes lors des opérations de production. Ils se composent des formes de la propriété de ces moyens et des formes de répartition des produits. Les moyens plus les formes forment le mode de production soit ce qu'il appelle l'infrastructure : l'ensemble de ces éléments constituent le schéma de base (page 28).



D'un point de vue dynamique, tout changement dans l'infrastructure change la superstructure : « le moulin à bras engendre la société antique et l'esclavage, le moulin à vent engendre la société féodale, le moulin à vapeur engendre quant à lui la société du capitalisme industriel, etc. » On voit que selon cette théorie, chaque changement dans l'infrastructure entraîne un changement dans la superstructure à savoir dans tout ce qui n'est pas économique mais culturel et idéologique. On comprend mieux ici la critique marxiste faite à la politique qui ne vise qu'à modifier directement la superstructure : elle n'est qu'un leurre.

Marx identifie 5 types fondamentaux de rapports de production qui s'enchaînent de manière rationnelle : la communauté primitive, l'esclavage, la féodalité, le capitalisme et le socialisme. Tout est ici dit, l'histoire est écrite et le passage inéluctable d'un étape à une autre est à la fois rationnel et naturel : à certains stades d'évolution, les rapports de production rentrent en conflit avec les forces de production de plus en plus durement jusqu'à ce qu'il soit indispensable de changer et passer à l'étape suivante.

### La lutte des classes :

Marx est à la base un économiste : il pense que la propriété privée des moyens de production implique la division du travail. Il rejoint ici Adam Smith (« La richesse des nations », 1876) dans l'idée que la division du travail permet l'enrichissement par des gains de productivité. Marx récupère l'apport de cette théorie avec laquelle il est globalement d'accord mais objecte toutefois sur la question de la confiscation des bénéfices du travail. Pour lui, l'homme est du fait de cette confiscation aliéné : les bienfaits de la division lui échappant, les propriétaires des moyens de production finissent par exclure définitivement les propriétaires légitime du travail, ce qui provoque inéluctablement l'apparition des classes sociales.

Marx nous dit à ce propos que « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes » ; en effet, selon lui, la lutte des classes est le seul moyen de comprendre l'histoire. Marx nous dit toutefois que la lutte des classes n'a pas toujours existé mais que si à partir de la communauté primitive elle a toujours été là, son intensité a pu varier : aujourd'hui, on est d'ailleurs dans un paroxysme car si le but de l'histoire est de supprimer la lutte des classes (sens de l'histoire selon Hegel), le prolétariat actuel s'oppose à la bourgeoisie. Notons au passage que d'autres classes existent mais celles-ci n'ont pas de signification réelle au regard des forces de production. Pour Marx, la bourgeoisie est la classe dominante car détenant les moyens de production. Le drame de la bourgeoisie est de susciter des contradictions entre les modes et les moyens de production, d'où la mort prévisible et inéluctable de celle-ci. Le prolétariat est à l'opposé la classe dominée car dépouillée par la bourgeoisie qui tente de lui enlever tout moyen même d'existence.

### Les lois du capitalisme :

Selon Marx, celui-ci est amené à mourir : « oui c'est vrai, il y a des lois d'évolution que je connais : les détenteurs des moyens de production accaparent la plus-value issue du travail ». Le capitalisme ne peut exister qu'en se reproduisant à une échelle de plus en plus large de façon à accumuler toujours plus de capital. Ce qu'il y a, c'est qu'en se développant ainsi, le capitalisme produit sa propre ruine : il s'étend de plus en plus vite et va de ce fait droit dans le ravin. Les forces fondamentales de celui-ci sont aussi les forces de sa destruction.

Trois lois gouvernent l'évolution du capitalisme : - le capital se concentre en de moins en moins de mains ; - il y a la création d'une armée industrielle de réserve (les chômeurs) doublé d'une baisse des salaires relatifs (la paupérisation) ; - le produit final a tendance à baisser.

Concrètement et de ces lois, Marx déduit que le capitalisme va nécessairement subir des crises de surproduction qui s'explique par le fait que si les propriétaires prennent de plus en plus de plus-value tout en laissant de moins en moins au prolétariat, ces derniers ne pourront plus consommer entraînant par là même la surproduction (ou crises de sous-consommation arrière). À l'occasion d'une de ces crises surviendra la révolution.

Kojeve, philosophe marxiste, a dit que Marx avait raison mais que dans les faits, les capitalistes s'arrangeaient pour toujours laisser un peu aux autres et en tout cas suffisamment afin que ceci puissent continuer à consommer et éviter ainsi l'implosion. Marx soutient en revanche qu'à l'issue de l'une de ses crises inhérentes au modèle capitaliste, la révolution, qui se manifesterait par l'action du prolétariat, sera l'occasion d'un changement total d'infrastructure : il n'y aura plus d'aliénation ni de propriété privée de sorte que cela ouvrira la voie du communisme et de la liberté, l'État disparaîtra. On notera que la pensée marxiste tout comme le régime qu'il propose sont d'inspiration millénariste.

### III. LA TRANSITION OU DICTATURE DU PROLETARIAT

Le communisme n'arrivera qu'après une période de transition : la dictature du prolétariat. Pas drôle pour tout le monde, cette période préparera la venue du communisme (on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs). Marx n'a jamais exclu de la violence de la part d'un prolétariat qui n'a plus rien à perdre. Ce qui est important, ce n'est pas le support d'un parti politique mais celui d'une doctrine commune. Il est à se sujet bienveillant à l'égard de toute mobilisation en faveur de cette crise. Toutefois, l'insurrection est pour Marx ni exclue ni nécessaire ; Engels évoquera d'ailleurs quant à lui une voie parlementaire. Selon Marx, l'Angleterre est le candidat idéal car le plus avancé à l'époque dans son développement.

### IV. CONCLUSION

Marx ne s'est pas donné la peine d'élaborer des recettes. Pour Babeuf, la révolution passait par un bain de sang purificateur ; pour Marx, celle-ci est inéluctable tel un cataclysme marquant la fin d'une époque maudite et laissant apparaître un soleil nouveau où l'homme sera enfin libéré de sa soif de richesses, fruit d'un mal trop longtemps subit. Marx voit le millénium et la construction d'une cité idéale sur la terre telle que décrite par les évangiles.

## SECTION II LÉNINE OU LE SOCIALISME D'ÉTAT

Vladimir Illich Oulianov dit Lénine (1870 - 1924) est issu de la petite noblesse ; il a vu mourir son frère exécuté en 1887 à la suite d'un complot raté contre le Tsar Alexandre III. Il préférera l'action politique sagement organisée à la violence. Étudiant en droit, il se tournera assez vite vers le marxisme. Marx fut surpris de l'écho de ses idées en Russie qu'il considérait comme moins avancée et donc moins proche de la révolution.

Lénine s'est attaché à donner son éclairage sur des points laissés en friche par Marx. Il adhère au Parti Communiste russe et fini par prendre le contrôle de celui-ci en 1903 au coté des bolcheviques (bolcheviques = majoritaires ; mencheviques = minoritaires). Ces derniers sont partisans d'un marxisme évolutionniste, c'est-à-dire, d'un marxisme qui échappe à la mainmise des hommes. Pour eux, la révolution doit être programmée de façon imminente.

Lénine ne fait toutefois pas l'unanimité au sein de son propre parti ; Rosa Luxembourg décrira le parti socialiste démocrate de la façon suivante : « ceux qui gouvernent en réalité sont une demi-douzaine de têtes éminentes [...] c'est une dictature, non celle du prolétariat mais celle d'une poignée de politiciens ».

Trois points caractérisent la pensée de Lénine :

Une autre vision de la révolution :

Lénine réfute l'idée de Marx selon laquelle la révolution devrait commencer par des pays plus démocratisés et où les mœurs sont les plus libérales. La révolution doit se propager non pas d'ouest en est mais au contraire, d'est en ouest. Le socialisme doit s'instaurer là où le capitalisme est le plus faible et ce pour mieux le terrasser. Peu importe le retard qu'on va combler par la dictature du prolétariat, le socialisme sera alors en mesure de se propager.

### Une conception anti-démocratique :

Lénine méprise la démocratie et il ne la considère pas comme l'anti-chambre du communisme. Pour lui, il y a une rupture complète, cela n'a absolument rien à voir : la démocratie parlementaire est pour lui un jeu vicié par les riches, c'est une démocratie formelle car elle laisse l'essentiel de côté, le politique a pris le pas sur la superstructure. Cette conception illustre la différence entre liberté réelle et liberté formelle (voir par exemple en France la presse régionale actuelle qui, sous le contrôle des maisons d'éditions parisiennes, ne dispose que d'une liberté formelle, ce qui pose un problème de démocratie). Pour Lénine, il ne faut pas se laisser avoir par les pièges de la démocratie, la révolution arrivera dans tous les cas.

### La dictature du prolétariat :

Marx ne l'avait pas précisé aussi Lénine complète donc sa pensée par l'instauration du coup de force : le prolétariat doit déléguer sa souveraineté le temps nécessaire pour que soit fait le boulot. La violence est nécessaire, légitime et même naturelle : le sang doit couler. Le chef de la dictature doit être le chef du parti bolchevique. La démocratie devra y être suspendue, y compris au sein du parti communiste. Les purges vont donc commencer sous Lénine ; tout est en place sous son régime, Staline ne fera que continuer.

Pour Berdiaev, les sources du communisme sont à chercher dans l'organisation paysanne russe traditionnelle qui explique la facilité d'acceptation de ce système. Le communisme russe reprend une partie de l'héritage populaire ; c'est exactement la même chose concernant la politique internationale russe depuis les Tsars Romanoff ; idem pour Moscou dont les qualités de centre messianique et de porte vers l'occident seront reprises sous l'ère communiste.

## **SECTION II**

### **JAUÈS OU LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE**

Né à Castres, Jean Jaurès (1859-1914) va bouleverser le paysage politique français. Après avoir fait carrière avec Jules Ferry, il va passer au socialisme sans pour autant devenir marxiste. Il sera réélu de 1902 jusqu'à sa mort. Son modèle en politique fut Gambetta dont il respectait également son art oratoire : « Jaurès c'est une voie sans paraître ».

#### **I. JAURES, UN REVISIONNISTE DU MARXISME**

Une des réussites majeures de Jean Jaurès sera d'être arrivé à rassembler les différentes tendances socialistes au sein d'un parti socialiste unifié, la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière).

Parmi celles-ci, on va trouver la tendance du docteur Brousse qui se qualifie lui-même de possibiliste ; il s'agit pour lui d'abandonner le tout à la fois et de fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses : il faut immédiatiser nos revendications pour les rendre possibles d'où le terme de possibiliste. Cette tendance a donné naissance au socialisme municipal. On va trouver également le résidu blanquiste mené par Vaillant poursuivant dans la veine babouviste, la tendance marxiste avec Jules Guesde et enfin le socialisme indépendant issu d'un socialisme modéré ou radicale dont l'idée principale est celle de l'absence de rupture avec la République.

Ce n'est pas un contradicteur du marxisme, il veut juste revoir certains points de cette doctrine. Ainsi, Jaurès ne croit pas que les hommes soient réductibles à de simples éléments mécaniques dans le processus dialectique de l'histoire. Pour lui, les hommes se distinguent par leur esprit dont les influences les rendent peu réductibles au schéma marxiste. Jaurès ne croit pas non plus à la paupérisation absolue du prolétariat car il pense que ce dernier peut s'organiser, résister pour enfin obtenir plus.

De même, il pense que d'autres voies sont ouvertes que la révolution finale censée conduire à la perte du capitalisme. Jaurès réfute le caractère inéluctable de la lutte des classes : « je ne crois pas que les plus grands capitalistes ne soient pas effrayés par la disproportion de leur richesses [...] ». Pour lui, les capitalistes les plus riches ne sont pas à l'abri d'une faiblesse sentimentale qui les conduira à lâcher un peu de leurs richesses.

De façon synthétique, il y a pour Jaurès un moyen d'élever la classe ouvrière et de négocier au mieux ses intérêts. L'action de Jaurès peut s'analyser au final comme une tentative de contournement du marxisme consistant à en raboter les points les plus abrupts.

## II. UN SOCIALISME DE CONCILIATION

Jaurès, nous l'avons vu, ne croit pas au caractère inéluctable de la lutte des classes. La société n'est selon lui pas divisée entre un prolétariat et une bourgeoisie fondamentalement démocratique. Pour lui, toute action démocratique est une transaction ; la démocratie est une transaction, c'est le mode de fonctionnement à adopter. De ce fait, il voit une évolution en pente douce menant de la démocratie au socialisme, un passage en douceur qui doit nécessairement s'effectuer car le nombre de salariés grandissant sans cesse, la proportion de prolétariat industriel s'accroîtra également au même rythme.

Seul le prolétariat possède une vision claire de l'avenir. En écho à Jaurès, Hayek dira plus tard « le conservatisme ne possède aucun programme politique ce qui revient pour lui à n'exercer qu'un simple frein ; à la longue c'est celui qui tire qui va gagner ». Cette transformation aboutira donc fatalement au socialisme, l'insurrection est inutile et il suffit de transformer démocratiquement la société.

La démocratie est pour Jaurès une force modératrice : « la démocratie protège la classe possédante contre les surprises de la violence. À mesure que le régime d'une nation devient plus démocratique, les coup [...] deviennent plus difficiles » ; « Le recours à la force apparaît moins excusable à la conscience quand toute personne peut exposer librement ses griefs et contribuer pour une égale part à la marche des affaires publiques. Les classes possédantes sont ensuite averties de l'étendue des mécontentements du peuple, les classes prolétariennes mesurent la force des résistances et l'épaisseur des obstacles. La bourgeoisie est donc obligée à des concessions opportune et le prolétariat est détourné des révoltes frileuse et veines ».

Jaurès nous dit des choses d'actualité que l'on peut appliquer à d'autres pays. La liberté a des vertus de modération car la démocratie est la guerre avec des mots et non des fusils, on tue avec des bulletins de vote, tout cela ayant un effet pacificateur. Si chacun peut s'exprimer sans trucage, la violence devient illégitime (idée vieille comme les grecques, la violence n'est pas un moyen de vaincre le conflit, seule la parole peut le faire).

La direction prise pas le parti communiste s'explique par le caractère illégitime de la violence là où les procédures démocratiques sont en œuvre. Un parti révolutionnaire dans un contexte démocratique est antinomique : la réforme plutôt que la révolution (le discours d'Arlette Laguiller se révèle sur ce point vicieux). Cela est vrai tant pour le prolétariat que pour les classes possédantes ; c'est par la conciliation que l'on va introduire une dose de socialisme pour progressivement basculer dans un autre système ; Jaurès est au final anti-léniniste, anti-marxiste et restera par ailleurs dans l'histoire comme un grand orateur.

# 4

## **LA MUTATION DU TRADITIONNALISME ET DU LIBÉRALISME 1848-1918**

Les enjeux idéologiques de cette période concernent l'établissement définitif de la République en France. Le droit légitimiste devient improbable dès la seconde moitié du 19ème siècle et le Second Empire renouvelle le bonapartisme jusqu'à la défaite de Sedan (on peut établir le parallèle avec juin 1940). Il s'en suivra la perte de l'Alsace et de la Lorraine (la ligne bleue des Vosges). Le 16 mai 1877, Mac Mahon président permet de briser les républicains en dissolvant l'assemblée nationale. Une majorité de républicains revient toutefois au pouvoir, la monarchie s'effondre mais les adversaires de gauche ne s'avouent quant à eux pas battus.

La République va ensuite subir les assauts de la crise boulangiste de 1885 à 1889, ainsi que ceux de l'affaire Dreyfus. On baigne dans une idéologie à la fois contre-révolutionnaire mais également dans une pensée nouvelle fruit d'un courant sans équivalent : Sternhell (historien) a essayé d'analyser cette nouvelle forme de pensée qui unie à la fois le nationalisme et le socialisme non marxiste. Au regard de cette nouvelle idéologie, l'antisémitisme apparaît comme le ciment national contre l'étranger et contre le corporatisme.

L'apparition du mouvement débutant avec la crise boulangiste, il centralise une réunion d'éléments disparates où l'on trouve des républicains radicaux, des blanquistes et des nationalistes. Cette alliance commence avec Boulanger, continue avec Dreyfus et se poursuivra avec le mouvement Jaune (syndicalisme non marxiste) pour enfin finir avec le fascisme après la première guerre mondiale. Ce mouvement s'appellera la droite révolutionnaire.

La droite dite « révolutionnaire » s'ajoute aux autres droites étudiées précédemment : droite bonapartiste, légitimiste, etc. Celle-ci arrive parallèlement à la droite boulangiste et se révèle être une union entre nationalistes : la Ligue des patriotes, créée par Paul Déroulède (ligue de gauche) et marquée par Gambetta, va dériver et alimenter la liste des boulangistes. On assiste donc entre 1870 et 1887 à un glissement progressif de la gauche vers la droite puis vers de la droite vers la droite extrême.

Ce mouvement de droite révolutionnaire se distingue du bonapartisme par 2 caractéristiques essentielles : le radicalisme anti-marxiste et le nationalisme « organique » au sens propre, c'est-à-dire une conception de la France comme un organisme vivant lequel peut-être infecté par des virus (les étrangers), le tout chapeauté par l'idée de déclin et décadence.

Si le bonapartisme est un populisme agraire marqué par les racines (le sol), le mouvement « révolutionnaire » va quant à lui s'incarner d'une façon différente. C'est le Colonel De la Rocque qui sera le fondateur de l'organisation militaire les Croix de Feu ultérieurement transformée dans les années 30 en PSF (Parti Social Français) et qui comptera jusqu'à 3 millions d'adhérents pour représenter cette droite révolutionnaire.

René Raymond soutenait dans sa thèse que la France était immunisée contre le fascisme car elle dispose de 3 droites qui au final ratissent large. Dans cette idée, le mouvement du colonel Rocque n'est pas fasciste mais conservateur et bonapartiste. Toutefois, une autre hypothèse a été avancée : on le classe dans les mouvements fascistes par référence aux Croix de feu qui défilent et s'organisent autour d'une structure militaire. Le colonel De la Rocque servira le régime de Vichy mais sera cependant déporté car il a toutefois fait de la résistance : en effet, s'il était anti-parlementaire, il abhorrait plus que tout les allemands.

Conclusion de cette analyse : soit Vichy est une pâle copie d'un système fasciste, soit on peut considérer que c'est l'aboutissement de l'action des droites et encore des ligues et que ce régime correspond au but affiché depuis 1885 : abattre la République. Selon cette lecture de l'histoire, Le Pen ne serait aujourd'hui qu'une résurgence de cette tendance.

## **SECTION I**

### **TAINE ET RENAN : LES HISTORIENS POSITIVISTES CONTRE LA DÉMOCRATIE**

#### **I. TAINÉ (OU L'HISTORIEN PSYCHOLOGUE)**

Hyppolite Taine (1828-1893) va tenter de définir quel est le meilleur régime politique pour la France. Il va demander à l'histoire de lui démontrer les bienfaits de la tradition contre-révolutionnaire et mettre en évidence les catastrophes que les Jacobins ont occasionné à notre pays. Ce qu'il reproche aux Jacobins - ce mouvement qui se réunit durant la révolution dans le couvent des Jacobins de l'ordre dominicain de Saint-Jacques - c'est d'être des théoriciens éloignés de la réalité : « c'est une scolastique de pédants débitée avec une emphase d'énergumène ». Il se moque des Jacobins comme plus tard on se moquera des impressionnistes, du baroque, des intellectuels et de biens d'autres encore.

Taine est un déterministe :

Il est marqué par le développement des sciences et selon lui, toute chose peut être expliquée par des lois ce qui a pour conséquences que ces choses doivent arriver. Pour lui, « tous les sentiments, toutes les idées et les états d'âme humaine sont des produits ayant leurs causes et leurs lois, tout l'avenir de l'histoire consiste dans la recherche de ces causes et de ces lois. L'assimilation des recherches historiques et psychologiques aux recherches physiologiques et chimiques, voilà mon objet, mes recherches ».

Taine est un darwiniste social :

L'individu est le produit de la civilisation, la civilisation est la résultante des 3 forces : la race, le milieu et le moment. La race est l'ensemble des caractères héréditaires imprimés par la famille et transmis par ce biais aux générations futures. Le milieu est l'humanité accumulée depuis l'origine des temps et légué de génération en génération (religion, éducations, etc.), tout ce qui façonne l'individu, ce qui le lie du passé à l'avenir : « tout ce qui supprime la mort par les nations et fait que l'homme tient à la patrie comme la plante tient au sol d'où elle tire sa sève, sa fleur, sa semence ». Le moment est enfin l'époque plus ou moins longue où se maintiennent les forces primordiales telles que l'énergie.

Taine fait grand cas de la notion de race : « il y a naturellement des variétés d'hommes comme des variétés de chevaux ou de taureaux, les unes braves et intelligentes, les autres bornées et timides, les unes capables de conceptions et de créations supérieures, les autres réduites aux idées et inventions rudimentaires [...] ». L'idée majeure chez Taine est qu'il existe une opposition de deux grandes races ; la race aryenne (les blancs) et la race sémitique (les juifs et les arabes). La race aryenne représente pour Taine « un monde idéal par sa noblesse, un monde capable de rallier autour de lui les tendresses et les enthousiasmes de l'être humain ». Au regard de ça, la race sémitique est décrite comme un monde « où l'homme se limite à l'enthousiasme lyrique, à la passion irréfrenée, à l'action fanatique et bornée [...] ».

La détermination que Taine applique à l'histoire est dans ce 19ème siècle appliquée par Adam Smith à l'économie (avec la théorie de la main invisible) ou encore par Charles Darwin concernant les animaux et l'évolution. Taine après avoir montré qu'il existe un déterminisme sur le plan historique va chercher des remèdes pour éviter que l'homme ne refasse les mêmes erreurs. Aussi va-t-il développer plusieurs idées dont la première est que si l'histoire est à la politique ce que l'hôpital est à la médecine, il faut enseigner l'histoire pour faire de la politique ; partant de l'échec de 1870, échec consécutif selon lui à une mauvaise formation des élites, il va créer avec Boucimy l'école de sciences politiques en 1871. L'ENA sera par la suite créée quant à elle en 1945 pour régénérer l'élite administrative.

## **II. RENAN**

Ernest Renan (1823-1892) est un personnage revendiqué aussi bien par Combe (républicain du parti radical qui sera plus tard le député à l'origine de la loi de 1905 sur la séparation de l'État et de l'Église) que par Charles Maurras, royaliste extrémiste qui voit en lui le théoricien de la sauvegarde de la révolution.

La pensée de Renan s'inscrit dans 3 livres :

- Dans « L'avenir de la science », écrit à l'âge de 25 ans juste après la révolution de 1848, Renan nous montre qu'il ne croit plus au scientisme et considère que l'inégalité s'inscrit dans la nature. Il pense que la philosophie gouvernera un jour le monde et que la politique disparaîtra.

- « La réforme intellectuelle et morale de la France », rédigé en 1870, est un livre bilan tiré de la défaite qui est pour lui l'expiation d'une insuffisance, d'une décadence intellectuelle et morale dont la source principale est la démocratie.

- En 1869, dans un article intitulé « Philosophie de l'histoire contemporaine », Renan exprime clairement que « la démocratie est une foutaise ». Il condamne l'idée de l'égalité en droit de tous ainsi que la façon de concevoir le gouvernement comme un simple service public que l'on paye et auquel on ne doit ni respect, ni reconnaissance. Il condamnera de même l'impertinence américaine, cette prétention de réduire la politique à une consultation de la volonté de la majorité. Dès lors, il exhorte Napoléon III d'adopter un programme libéral, seul rempart contre le jacobinisme « âpre, haineux, pédantesque » qui traverse le pays. Il faut selon lui reprendre les choses en main et régénérer les élites, car pour Renan, un pays démocratique ne peut pas être bien gouverné, bien administré ou encore bien commandé.

Dans une conférence intitulée « Qu'est-ce qu'une nation ? » en date du 11 mars 1882, Renan nous livre sa conception de l'idée de nation : « la volonté de vivre ensemble » c'est un plébiscite de tous les jours ; le ciment de ses éléments est la possession en commun d'un riche héritage (un leg). L'ambiguïté de cette conception réside essentiellement dans le fait que les deux parties doivent avoir envie de vivre ensemble mais le problème est que c'est à l'autre de faire le pas, c'est à dire que concrètement, l'une des deux parties doit avoir plus envie que l'autre de créer cette union, ce désir justifiant qu'elle doive fournir seule les efforts nécessaires. C'est au final une conception « de notaires » : on est indivis dans la nation, mais comme on s'entend bien, il ne doit pas y avoir de problème. De plus, cette conception de la nation repose sur le courant contre-révolutionnaire de l'histoire : on insiste sur le leg, sur les racines, les origines et on fait peu de projet, on parle finalement très peu d'avenir.

## **SECTION II**

### **BARRÈS ET PEGUY OU LE NATIONALISME RÉPUBLICAIN**

Au 19<sup>ème</sup> siècle, le nationalisme évolue de plus en plus et la perte de l'Alsace et de la Lorraine en 1870 marquera fortement les esprits. C'est un nationalisme conservateur, anti-parlementaire, antisémite, autoritaire et populaire qui s'installe. Deux théories tentent d'expliquer ce phénomène : la revanche à prendre contre les allemands et la lutte contre la décadence contemporaine. Le nationalisme exprime donc une révolte contre la démocratie et contre le caractère impersonnel de ce régime : il est « contre les riches et contre les injustices économiques ».

#### **I. BARRES : LE PRELUDE DE LA DROITE RÉVOLUTIONNAIRE**

Maurice Barrès (1862-1923) est académicien et écrivain. Il fait une carrière politique comme député boulangiste. Il est anti-parlementaire pendant l'affaire du canal de Suez, anti-dreyfusard et revancharde, il rêve de la reconquête de la France perdue et soutiendra d'ailleurs Raymond Poincaré à la suite de la première guerre mondiale.

Ce nationaliste définit les principaux traits de la droite extrême que l'on retrouve aujourd'hui au travers de 3 thèmes :

### Le sentiment de l'énergie :

Dans son livre « Le roman de l'énergie », il prône le culte de la force : « l'intelligence, quelle petite force à la surface de nous même (il trouve dérisoire les intellectuels). Il faut enseigner la vérité française (même la vérité est nationale selon lui) la plus utile à la nation (d'après lui, chaque question doit se résoudre par rapport à la France). L'intellectuel est orgueilleux de la raison et perd de vue que le monde n'est pas fondé sur cela mais sur des nécessités qu'il faut défendre ». Ce sont les masses qui, « en donnant libre cours à leurs intentions nous donnent la vérité. Les masses m'ont fait toucher les assises de la vérité, le peuple m'a révélé la substance humaine et mieux que cela, l'énergie créatrice, la sève du monde, l'inconscient ». Conclusion de Barrès : « je ne suis pas un intellectuel, je veux juste que l'on me parle français ».

### Une philosophie d'héritier :

Barrès ne cesse dans ses écrits de parler de la guerre, des morts et d'héritage. La métaphore de l'arbre (des racines) est aussi très présente. Dans un roman « Les déracinés », Barrès met en scène sept jeunes lorrains déracinés dont 3 vont mal tourner et dont 4 vont bien terminer, ces derniers étaient des riches. Selon lui, c'est grâce à l'héritage que ne possédaient pas les trois malchanceux que les quatre riches ont réussis. Dans un même esprit, Paul Bourget dans son roman « L'étape » et Goblot dans « La barrière et le niveau » font référence à ces étapes que l'on doit franchir : « la bourgeoisie est un niveau que l'on peut franchir par l'éducation ». Par ailleurs, Passeron et Bourdieu (tous deux sociologues) dans « Les héritiers » montrent que la proportion d'ouvriers et d'agriculteurs dans la population française ne se retrouve pas parmi les étudiants des universités, une illustration de la nécessité des étapes et de l'héritage.

### Le doctrinaire de la droite extrême :

Avec le Général Boulanger, Barrès veut faire naître un mouvement national, social et antisémite. Le moyen qu'il va trouver sera l'antisémitisme qui « va faire basculer les masses souffrantes et ardentes » ; c'est la haine et simplement la haine que l'on voit tout d'abord dans cette formule anti-juifs. On remarque par cette idéologie que la haine ne fera jamais défaut aux partis qui voudront l'exploiter. « Cette foule qui crie à bas les juifs, crie à bas les inégalité sociales. Le boulangisme doit être antisémite comme un parti de la réconciliation sociale ». Avec la thématique des juifs, Barrès va faire coup double : le juif est un étranger et il est riche ! Ainsi il est facile de cristalliser la haine des masses par l'opposition entre le luxe et la misère. Barrès nous donne la clef du besoin de la droite extrême : la France agricole, apaisée, vivait un âge d'or en même tant qu'elle cautionnait la haine de l'autre.

## **II. PEGUY : UN NATIONALISTE MYSTIQUE**

Issu d'un milieu modeste, Péguy est un nationaliste convaincu mais vient toutefois d'un courant opposé à Barrès, le courant socialiste, jauréssien et pro-dreyfusard. Ce nationalisme éclectique incorpore la vocation chrétienne de la France et la révolution française. L'affaire Dreyfus sera un point de culmination, un regroupement de 3 mysticismes : juifs, chrétiens et français. Pro-dreyfusard au départ, Péguy va se retourner contre Jaurès car dès 1905, la guerre pointe et pour lui, il n'est pas temps de se dresser contre les militaires. Il ne sera pas pour autant antisémite et sera revendiqué à la fois par Vichy que par la résistance.

Charles Péguy, poète, dispose d'un sens de la litanie lancinante où se répète les mêmes mots produisant une sorte d'enivrement. Péguy appartient au camp des socialistes. Dreyfusard, il s'alliera à Jaurès en faveur de l'innocence de Dreyfus. Pour lui, le nationalisme contient la révolution qu'il considère comme grandiose. On ne peut comprendre la fièvre nationaliste (et par là même le boulangisme) que si l'on se réfère à la lutte entre républicains et monarchistes ou encore à l'opposition entre l'État et l'église, la monarchie étant rattachée à l'église. Péguy adopte une position originale en étant à la fois pour l'église et pour la République. Concernant la guerre, il pense qu'il faut mobiliser la nation autour de l'armée. Il n'est pas antisémite.

## **CONCLUSION SUR LE NATIONALISME**

Le nationalisme n'est pas l'apanage de la droite en France. Bonaparte a évangélisé l'idée de nations, aussi, la guerre contre l'empire Ottoman suscita le soutien des républicains et non des monarchistes. Le nationalisme est certes lié à la gauche mais en 1870, c'est un républicain qui déclenche la guerre, Gambetta voudra simplement la poursuivre. En 1880, celui qui reproche à Jules Ferry (dont l'action porta sur l'école mais aussi sur la prise du Tonkinois dans la perspective d'étendre l'empire français), c'est le radical républicain Georges Clemenceau et cela au nom du nationalisme : il faut préparer la revanche et ce dernier imposera Boulanger au ministère de la guerre. Depuis lors, le nationalisme se rattache à la droite.

Le nationalisme est une création volontaire voulu de toute pièce (voir le livre de Anne Thiesse, « La création des identités nationales »). Le kilt écossais n'est par exemple pas représentatif de l'identité profonde écossaise ; il est né en 1727 à l'initiative d'un maître des forges ayant besoin de charbon de bois et qui, bénéficiant d'un accord pour exploiter des mines dans les Highlands, eu l'idée d'un vêtement pratique. Le vêtement est devenu par la suite le symbole de l'identité écossaise au point que les classes supérieures vont même l'adopter. Sous le patronage de Walter Scott, la Celtic Society décida que les motifs des kilts devraient reprendre le symbole des clans ancestraux. Tous les pays ont inventés des histoires analogues et la France ne fit pas exception. Le sentiment nationaliste y a donc été pareillement construit par le biais d'une volonté délibérée et d'actes pris en conséquence.

Enfin et par un phénomène étrange au confluent du nationalisme linguistique et racial, la Compagnie des Indes va amener des scientifiques à étudier le sanscrit afin de trouver d'éventuels rapprochements entre cette langue, le grec et le latin. Cela a donné naissance au mythe de l'indo-européen. Max Muller s'engage sur le terrain de la mythologie comparée. En France, Georges Dumézil a étudié le phénomène de la mythologie et a mis en évidence sa tri fonctionnalité articulée autour de 3 dieux : Jupiter (rôle sacerdotal), Mars (rôle militaire) et Quirinus (rôle économique). Ces trois fonctions se retrouvent dans toutes les sociétés depuis toujours. Une jonction se fait à partir de l'indo-européen : on considère le peuple puis on s'attachera aux ariens ; partant d'un glissement de la langue, on en vient au biologique et au racial dont le point culminant sera l'avènement d'Hitler (symbole de la swastika).

## **SECTION III**

### **LE RADICALISME, UNE DOCTRINE DE LA RÉPUBLIQUE ?**

Le parti radical est le plus vieux mouvement de France ; aujourd'hui, le parti radical est représenté dans le paysage politique par le PRG, le parti radical de gauche. Le mouvement a été fondé en 1901 mais ces racines sont profondément ancrées dans le 19ème siècle. Il s'inspire notamment de Gambetta (1838-1882) qui en avril 1869, dans le programme dit de Belleville, disait qu'il fallait tout rapporter à la souveraineté du peuple et tout en déduire.

Selon Emmanuel Berl, marginalisé car sans esprit de clan, l'idéologie radicale procède d'un antagonisme, de l'opposition entre la souveraineté, que le suffrage universel délègue, et de l'autre des puissances que le souverain s'efforce de mater. L'anticléricisme qui caractérise les radicaux s'explique pour Berl de la façon suivante : « l'anticléricisme où se concentre la plus solide des opinions radicales exprime d'abord une rancune, un mépris des petits gens pour ceux de leurs frères, qui, infidèles à leurs origines, s'arrangent trop bien avec les riches, avec les notables et le château ». Le débat sur la laïcité est aujourd'hui une résurgence de cette pensée (voir le livre de Jean-Claude Guillebaud, « La tyrannie du plaisir »).

Le radicalisme de l'époque se présente en réalité sous deux formes : le radicalisme de comité et le radicalisme de proconsulat. Ce qui oppose ces deux formes est leur style : celui de Combes (loi de 1905) et celui de Clemenceau. Au-delà des questions de style, la vraie question qu'il faut se poser est celle consistant à se demander quels sont concrètement les éléments réellement constitutifs d'une doctrine radicale ? Quatre principaux peuvent être identifiés :

#### La fidélité à la révolution française :

Le radicalisme se présente comme l'héritier des idéaux de 1789. Edouard Herriot se plaisait à déclarer que les radicaux étaient les fils des jacobins, cependant, les attaches provinciales de ceux-ci restent fortes contrairement aux vrais jacobins.

#### Le rationalisme :

Les radicaux pensent que la science peut inspirer la politique dans le sens d'un perfectionnement du genre humain. De ce fait, les radicaux croient aux vertus de la science, du progrès, de l'école et de l'éducation.

#### La défense des citoyens :

L'objectif est ici de défendre les petits contre les gros. Les radicaux ne cherchent pas à changer le système, ils cherchent à défendre les petits, faire en sorte qu'il y ait un contrôle. Le philosophe Alain a défini dans cette perspective le radicalisme de la façon suivante : « le radicalisme, c'est le contrôle permanent de l'électeur sur l'élu et de l'élu sur le ministre ». Pour lui, la démocratie est un système de surveillance : « le bon député est celui qui menace non celui qui frappe, celui qui fait travailler le ministre et non celui qui le renvoie, cet art de faire claquer le fouet défini selon moi le parti de l'avenir, le parti radical, le parti de l'opposition gouvernementale ». La plateforme électorale radicale est constituée par l'importance des idées qui ensemble forment un idéal inaccessible.

Le parti radical avait 2 grandes idées : l'impôt sur le revenu et la séparation de l'église et de l'État. La plateforme est de ce fait liquidée au début du 20ème siècle. Après un retour, les radicaux vont se faire supplanter par les socialistes de la SFIO. Très vite, le parti radical tombe en sommeil, début d'une pente douce qui fait de lui un simple résidu de nos jours. Le parti radical renvoie donc à une mystique.

## **TITRE II**

# **LES IDÉES POLITIQUES DE 1914 À 2004**

# 1

## LE SOCIALISME MODERNE

Le socialisme moderne français est issu d'une double filiation, à la fois marxiste et jaurèsiste.

### La filiation marxiste :

Elle est fièrement revendiquée par la partie française de l'Internationale Ouvrière qui au congrès de Tour en 1920 fonde la SFIO dont le PCF en sera issu par à l'occasion d'une scission. Ce dernier reconnaîtra une sorte d'allégeance à la révolution d'octobre et s'alignera sur les idéologies de Moscou. Le socialiste est alors le « social traître », l'homme à abattre. Les communistes vont ensuite opter pour la stratégie d'un Front Populaire et souhaiteront gouverner avec les socialistes ce qui sera mis en pratique à partir de 1936.

En 1939, le pacte germano-soviétique va permettre de gagner du temps mais les députés communistes seront finalement relevés au moment de l'entrée en guerre. Les allemands se retourneront à leur tour contre les communistes en 1941 ; ces derniers vont dès lors souhaiter rentrer dans la résistance et tueront pour cela les officiers allemands ; des rafles s'en suivirent. Les communistes participeront en 1944 au gouvernement de De Gaulle mais en 1947, ils déclenchent une grève générale. Force Ouvrière (FO) sera créé à cette occasion.

En 1970, ils reviennent dans les sphères du débat démocratique mais se voient relayer derrière les socialistes sur le fond de la scène ; en 1979, ils finissent par s'en désolidariser. La SFIO aura gardé un langage marxiste jusqu'à l'arrivée de Mitterrand en 1981, toutefois dans la pratique, ils ne seront pas tant marxistes que cela.

## Le courant jaurèsiste :

Ce deuxième courant, inspiré par Jaurès, est d'essence républicaine : il s'agit d'une acception dans laquelle il faut respecter le cadre légal afin d'assurer la transformation démocratique de la société. Se faisant, les socialistes deviennent hyper radicaux en refusant de changer le système sans respecter ses lois : « le parti socialiste devient un système de ruse contre ce qu'il admet comme la plus solide réalité (le capitalisme) » (Berl). Après Jaurès, le socialisme du 20ème siècle sera marqué par la pensée de Léon Blum.

## **SECTION I**

### **LÉON BLUM OU LE SOCIALISME À L'ECHELLE HUMAINE**

#### **I. PRESENTATION**

Léon Blum (1872-1950), grand bourgeois israélite et normalien, maître des requêtes au Conseil d'État, il devient après le congrès de Tour en 1920, le continuateur de Jaurès. Il sera président du Conseil en 1936 au moment du Front Populaire. Le Sénat le fera toutefois tomber en 1937 après quoi il optera pour la non participation à la guerre espagnole (putsh militaire raté ayant entraîné la guerre civile). Il sera pressenti pour être président du Conseil en 1938 avec un plan économique d'inspiration keynésienne.

Léon Blum est un homme intelligent au sens de Pierre Mendès-France, c'est-à-dire au sens où l'intelligence détruit la comédie : « la comédie politique comporte trop souvent trop de verbalisme, d'affirmations vagues cherchant à contenter tout le monde, d'instruction sommaire, etc. [...] » ; Léon Blum va condamner cette médiocrité là. Il sera des 80 parlementaires ayant voté contre les pleins pouvoirs de Pétain en 1940 même si cela constitue une imposture de l'histoire car une grande partie des parlementaires étaient en réalité partis sur le Massilia et ne pouvaient de fait prendre part au vote.

Blum fut arrêté et traduit devant une cour de justice à Riom avec Daladier afin que ceux-ci répondent des lenteurs du réarmement de la France. Son raisonnement consista à démontrer qu'en réalité, la responsabilité de la défaite incombait à l'état-major, ce dernier ayant choisi délibérément de ne pas utiliser la totalité des moyens matériels mis à sa disposition, et non au faible volume de ces moyens. Le procès fut dès lors arrêté.

Blum reviendra après une déportation et redeviendra président du Conseil sous la IVème République. Il négocie les accords Blum-Byrnes en contrepartie de quoi il réservera les écrans de cinéma aux films américains (volonté globale démontrée par ces accords de mettre en place une idéologie dont l'art est un des vecteurs de propagande).

En 1946, De Gaulle dira que le chef d'État doit être au dessus des partis politiques et ne doit donc pas être élu par les parlementaires. Blum commentera ce propos en disant que sa légitimité ne peut dès lors venir que du suffrage universel. Il annonce ainsi la réforme de 1962 sur le mode d'élection du Président.

## II. SES IDEES

### La notion de dictature du prolétariat :

Comme nous l'avons déjà évoquée, Léon Blum n'est pas hostile à l'idée de dictature du prolétariat, c'est-à-dire à l'idée qu'existe un pouvoir détenu par tout homme de prendre les mesures qui s'imposent : « c'est le libre pouvoir reconnu à un ou plusieurs hommes de prendre toutes les mesures qu'une situation exige » (c'est la définition même de la notion). En revanche, il refuse que cette dictature soit exercée par un parti centralisé (contrairement par exemple à la conception léniniste). Blum veut une dictature impersonnelle, il veut également une dictature provisoire car la conquête des pouvoirs publics n'est pas un but en soit. Il faut opérer une transformation révolutionnaire dans un temps relativement bref.

### La conquête du pouvoir :

Pour Léon Blum, la conquête révolutionnaire du pouvoir est la prise de l'autorité centrale par n'importe quel moyen : « il n'y a pas un socialiste qui puisse consentir à se laisser enfermer dans la légalité ». Pour lui, la conquête du pouvoir est quelque chose de claire, une rupture avec l'ordre antérieur, une vacance de la légalité : « c'est vers tout le pouvoir pour tout le socialisme que le parti doit aller ».

### La participation au pouvoir :

Blum distingue avec subtilité la prise du pouvoir de sa participation. Cette dernière est composée de portefeuilles ministériels dans un gouvernement de bourgeoisie. Le but est ici purement préventif, il s'agit de barrer la route au fascisme et de priver le capitalisme de sa force d'agression. Par le biais de cette participation, il s'agit de gérer au mieux les intérêts du prolétariat pendant une période donnée et dans le cadre de l'existant.

Ironie de l'histoire, en 1946, Guy Mollet prend la SFIO en mains et combattrait Léon Blum. La SFIO sera dès lors un partenaire à toutes les combinaisons ministérielles. Quand il reprend le commandement en 1956, la guerre d'Algérie prendra la tournure des tortures.

## SECTION II

### PIERRE MENDÈS-FRANCE OU LE SOCIALISME MODERNE

Pierre Mendès-France (1907-1982) débute sa carrière politique au sein du parti radical socialiste : élu en 1936 député de l'Eure, avocat après avoir fait des études de sciences politiques à Paris, il fera partie du Front Populaire de Léon Blum. Brillant, il fait la guerre en 39/40 puis demande à aller au front. Il refuse l'armistice et se retrouve favorable à la continuation de la guerre depuis le reste de l'Empire, c'est-à-dire depuis les colonies. Il embarque alors sur le Massilia pour continuer la lutte depuis l'Afrique du Nord.

Pendant ce temps, Pétain a été investi. Durant une période de flottement, le gouverneur général choisi de temporiser jusqu'à ce que Pétain décide enfin que ce sont des traîtres et qu'ils doivent tous être arrêtés au Maroc. Pierre Mendès-France sera alors accusé de désertion ; il aurait pu s'échapper et rejoindre Londres mais il est tellement ulcéré qu'il

demande à être traduit devant un tribunal militaire. C'est à Clermont-ferrand qu'il sera finalement jugé. Applaudi après un retournement d'opinion, le tribunal le condamnera. Il décidera de s'évader et s'engage dans l'aviation une fois arrivée en Angleterre.

De Gaulle l'appellera à l'économie ; en fonction de la conjoncture, il préconisera un plan de rigueur dans la perspective d'éviter l'inflation lors de la libération : non suivi, il choisira de démissionner. La France s'engage alors dans la guerre d'Indochine qui le poussera à prendre des positions tranchées contre. En 1953, il est appelé à former un gouvernement : « gouverner c'est choisir, il faut les moyens de sa politique » ; il ne sera finalement pas investi.

C'est au moment de la chute de Dien bien phû (voir le film) qu'on referra une nouvelle fois appel à lui ; selon Bidault, « nous n'avons plus que le 2 de trèfle et le 3 de carreau ». Pierre Mendès-France se donnera 2 mois pour résoudre la situation auquel cas il démissionnera. Pour la première fois dans l'histoire du monde, on a vu un vaincu adresser un ultimatum à un vainqueur et l'obliger à abattre ses cartes lors de la conférence de Genève. Le dernier jour du deuxième mois, il fait vacciner le contingent pour se rendre crédible. Les américains prendront le relais sur la question avec le succès que l'on connaît.

Pierre Mendès-France prendra par la suite le pouvoir en 1953 pour finalement être renversé en 1955. Il revient de nouveau au pouvoir en 1956 auprès de Guy Mollet. Il s'opposera alors de façon farouche à De Gaulle. Il ne voudra jamais accepter l'élection du président et laissera la porte ouverte à Mitterrand. Il s'emploiera enfin à donner au socialisme une image moderne.

## **I. UN REPUBLICAIN RADICAL**

### Un républicain classique:

Pierre Mendès-France n' pas voté favorablement pour la constitution de la IVème République ; il jugera d'ailleurs très durement ce régime dans un face à face avec Michel Debré : « le pouvoir était exclusivement concentré dans cette assemblée au point qu'il n'y avait plus de pouvoir représentatif ayant son indépendance, sa personnalité et la possibilité de décider et de remplir sa mission. Il y avait un monopole de pouvoir chez les députés, ce n'est pas la démocratie car les différents gouvernements étaient impuissants, chaque vote donnait l'impression d'une tricherie ».

Pour Mendès-France, l'absence de droit de dissolution est le facteur antidémocratique principal. S'il l'avait eut, les chefs de gouvernements n'auraient pas été écartés, les députés auraient pu être renvoyés devant les électeurs et rendre compte. Le droit de dissolution manquait, la constitution est non démocratique par manque de pouvoir au profit de l'exécutif. Les groupes parlementaires faisaient de fait la pluie et le beau temps en faisant tourner les participations au pouvoir ; cela n'a rien à voir avec les partis politiques (différence d'analyse avec De Gaulle). Pour Pierre Mendès-France, ce sont les hommes qui n'ont pas été à la hauteur.

### Un républicain radical :

Pierre Mendès-France arrive sur la scène politique durant une période troublée caractérisée notamment par un PCF très violent professant l'insurrection. Mendès-France n'a pas voulu se laisser dominer par un chantage anti-communisme. Pour lui, le meilleur agent du communisme est l'immobilisme réactionnaire ou le conservatisme social. Selon lui, il faut répondre au profond courant d'opinion sans toutefois créer de bouleversement dangereux.

Se faisant, il va s'opposer au puissant parti communiste concernant la loi de paupérisation mise en évidence par Karl Marx. Mendès-France démontre que ce que veut le PCF est de jouer la carte du pire afin de bloquer le système pour qu'il ne puisse pas se réformer dans la perspective de démontrer un blocage qui justifiera la révolution : « en réalité, en demandant systématiquement au régime économique plus que ce qu'il peut donner dans son état actuel, en l'empêchant en même temps de se réformer, ils veulent l'affaiblir et en faire craquer les structures en vue de faire craquer les institutions dont ils auraient par là même prouvé qu'elle ne peuvent engendrer qu'injustice et misère ». La politique du pire est l'école du désespoir.

Pierre Mendès-France est pris en tenaille entre les communistes réactionnaires et les gaullistes. La marge de manœuvre de celui-ci est des plus étroites. Sa doctrine radicale va récuser la doctrine marxiste tout comme elle va récuser les dogmes du capitalisme libéral. Selon lui, il y a des impératifs économiques qui s'appliquent quelque soit le système politique actuellement en place : l'investissement, le plein emploi, la formation, etc.

Dans cet esprit, il va s'opposer aux socialistes et au gouvernement des Guy Mollet. Il s'opposera plus précisément sur la question algérienne : l'origine du drame vient de ce que la politique d'assimilation visant à donner progressivement des droits politiques, économiques et sociaux identiques aux algériens est trop lente face aux promesses françaises. Du coup, seul le recours à la violence était alors laissé aux algériens : « ce qui a compromis le destin de l'union française, c'est l'éternel aveuglement, l'éternel égoïsme conservateur et colonialiste, l'incompréhension des autochtones et le recours à la police répressive en guise de solution politique ».

Durant la guerre d'Algérie de 1954 à 1962 et avec l'arrivée de Guy Mollet donnant les pleins pouvoirs à l'armée, le phénomène des tortures généralisées est apparu. Le potentiel de destruction et d'ignominie de chaque être humain fut mis en évidence. Cette guerre est pour un français très pénible dans la mesure où elle lui renvoi une image de bourreau et le développement insidieux d'une avancée fasciste auquel aucun gouvernement n'a voulu mettre un terme ; il faut se battre contre et démissionner du gouvernement de Guy Mollet (1956). Deux ans plus tard, en 1958, l'armée prend le pouvoir et demande le retour de De Gaulle.

## **II. UN DEMOCRATE SOCIALISTE**

À partir de 1958, Pierre Mendès-France va s'opposer au gaullisme et s'orienter sensiblement vers le socialisme.

Le rejet de la constitution de la Vème République :

Pierre Mendès-France pense qu'on est passé d'un accès à l'autre en passant du parlementarisme à l'autoritarisme. Pour lui, le président pèse d'un trop grand poids sur l'équilibre institutionnel. Le parlement ne récupère dès lors qu'un rôle diminué. Il s'ensuit que le rôle des députés a changé, ils ne sont devenus que des portes paroles, des émissaires plaidant pour l'obtention de leurs mandats. Pour lui, le référendum est une avancée si les questions posées ne sont pas des plébiscites personnels. La constitution de 1958 n'est pas forcément une bonne chose, aussi il refusera de se porter candidat aux présidentielles.

Mendès-France rejette le gaullisme ainsi que la personnalisation du pouvoir qui l'accompagne ; ce n'est pas la personnalisation en elle-même qu'il réfute, mais plutôt la manque d'idée que masque cette trop grande personnalisation. Il trouve une illustration de cela dans les

expressions sibyllines utilisées par le gaullisme, des expressions vides de sens telle que le célèbre « je vous ai compris » (personne ne sait en fait qui pense quoi et ce qui a réellement été compris !). Pour Mendès-France, le président de la Vème République ne conclut pas de contrat politique clair avec le pays, or la simple confiance ne suffit pas. Pierre Mendès-France va de ce fait proposer un gouvernement de législature c'est-à-dire un gouvernement doublé d'un engagement sur un programme d'action précis.

#### Un socialiste :

Pour Mendès-France, le socialisme est la continuation du radicalisme. Dès 1956, celui-ci affirme que la position du parti radical, dans son projet de réformes, n'est pas hostile au programme socialiste si celui-ci tend à plus d'efficacité dans l'ordre économique et plus de justice dans l'ordre social (les deux grands axes de la doctrine socialiste). Cette pensée résume parfaitement le socialisme. L'idée est qu'il faut laisser faire le marché (car celui-ci avance vers le millénaire).

Pour Mendès-France, la démocratie débouche sur le socialisme car celui-ci inclus dans le champ de la démocratie des secteurs sociaux qui sans ça en seraient exclus : la démocratie amène donc naturellement au socialisme. Pour lui : « il n'y a pas de liberté de la presse si le système économique ne permet pas une presse indépendante et diversifiée. », « il n'y a pas d'égalité entre les citoyens si leurs enfants n'ont pas les mêmes chances de façon effective d'accéder à tous les degrés de l'enseignement », etc. Le socialisme, c'est l'éternelle révolte contre l'injustice et plus encore, contre l'idée que cette injustice est naturelle et irrémédiable. Or tout n'est jamais acquis et tout dépend de la volonté de chacun. On voit ici qu'apparaît naturellement l'idée de planification.

Il va critiquer l'extrême gauche qu'il qualifie « d'agités ne » peuvent se contenter d'être négatifs et même négativistes. Ces derniers critiquent un état des choses dont les imperfections, les inefficacités et les injustices sont éclatantes et suffisent à le fuir. Applaudis, ces vociférations ne les mèneront pas bien loin car à un moment donné, il leur faudra mettre quelque chose en avant. Lorsqu'on les écoute, on voit bien que rien ne les satisfait. C'est une attitude dont nous aurions tort de méconnaître l'authenticité mais ce n'est pas une attitude constructive.

Pour conclure, on peut souligner que Pierre Mendès-France veut des changements : « quand le gouvernement est de droite, l'empirisme est normal, pas de programme précis. Les critiques de la gauche sont des victoires du concret ». Pierre Mendès-France pense que l'on peut dire la vérité au gens mais que si l'on ne tient pas ses promesses, les gens vont se sentir floués. Pendant le temps où la gauche est au pouvoir, il faut dire la vérité. Cette volonté de changement s'est effectivement traduite par des résultats : Pierre Mendès-France règlera le problème indochinois et procèdera à l'autodétermination de la Tunisie (Bourguiba) avec l'aide du Maréchal Juin. Il dira de cette réussite que « cela a contribué à gagner du temps, à faire avancer l'avenir. La raison et la vérité ne pouvaient que l'emporter à la fin mais cela a fait gagner ou éviter quelques morts ».

# 2

## LE LIBÉRALISME RENOUVELLÉ

### SECTION I

#### ANDRÉ TARDIEU OU UN PARLEMENTAIRE CONTRE LA RÉPUBLIQUE

André Tardieu (1876-1945) est élu député de Versailles en 1914 sous le patronage d'Aristide Briand. Ministre des régions libérées par Clémenceau en 1926, il devient Président du Conseil de 1930 à 1932 où il sera surnommé le « mirobolant ». Plus tard, il entre dans le cabinet de Gaston Doumergue mais en 1934 il s'exile à Menton avec le dessein d'abandonner la politique pour se tourner vers le journalisme. Dès lors, il se mettra à critiquer vivement le parlementarisme qui ne fait que témoigner de la volonté d'une grande bourgeoisie d'affaire soucieuse du rendement. Il sera pour l'usage du référendum et pour le vote des femmes qui est à l'époque un sujet anti-démocratique. Il porte un monocle et parlera de prospérité.

#### Critique du régime parlementaire :

Emmanuel Berl disait de lui que c'est le chef de file du parti américain : « il y a en lui un chef de bande cynique ». Il n'en demeure pas moins qu'il influencera Michel Debré lorsqu'il rappelle que le régime parlementaire contemporain vis-à-vis duquel il s'oppose est l'ennemi de la France éternelle. Pour lui, le parlementarisme est un métier privilégié comportant 5 caractéristiques qu'il considère comme néfaste : - liberté d'accès ; - pas de limite d'âge ; - cumule des mandats (permettant la mise ne place de féodalité) ; - rémunération régulière ; - inviolabilité parlementaire. « On y parle de tout sans grande compétence, les parlementaires ayant succédé aux gens de qualité dans la prétention de tout savoir sans avoir rien appris. Ce métier consiste en deux choses : il faut se maintenir en place et pour cela se faire réélire. Ensuite il

faut progresser, c'est-à-dire accéder au gouvernement. Les élus sont les intermittents de la politique, les parlementaires deviennent des candidats permanents. Le parlementaire cherche les électeurs comme le médecin les malades et l'avocat les clients ».

### Critique du travail politique :

Critiquant le travail politique, il dira que c'est un travail de courtage, le député est l'ambassadeur courtier. Il distribue des biens matériels (subventions, mutations, etc.) et donne des biens symboliques comme les décorations. La politique est un échange, le fait de s'inscrire à un parti c'est une sorte de mutuelle électorale. C'est l'art de parler : quand on dit d'un homme politique qu'il a du talent, cela signifie rien de plus que le fait qu'il parle bien. La politique est certes devenue un métier, mais la politique est aussi dévoyée par le métier. Trois qualificatifs de la politique traduisent sa pensée :

#### a) La politique des médiocres

Elle mélange la pratique parlementaire et le référendum : c'est le règne de l'incompétence, une incompétence qui est le corollaire de la liberté de candidature. C'est la seule profession où aucune exigence en terme de compétence n'est demandée à l'entrée. Le travail politique tel que défini par Tardieu est la cause de la médiocrité car en politique on suit le groupe, ce qui importe c'est de ne pas être seul. Les hommes politiques sont obsédés par les impératifs de réélection et de ce fait se détournent de leurs charges.

#### b) La politique des esclaves

En France, il y a un régime de faveur (on dirait aujourd'hui le piston). Dans les pratiques, on constate la croyance selon laquelle seule la faveur décide. Tout le monde sollicite en permanence, cherche des appuis, et finalement tout fonctionne sur la base du service rendu. Cette façon de faire se retrouve au niveau local où les élus deviennent des fabricants locaux d'élections et d'électeurs. On voit apparaître des groupes venant en défense d'intérêts catégoriels. Au niveau national on la retrouve à l'échelle des partis politiques qui mettent en place un véritable esclavage politique : les membres des partis sont contraints de suivre les directions générales s'ils veulent exister. Enfin et surtout, cette dépendance se retrouve au niveau pécuniaire, ce qui semble être le principal élément permettant d'expliquer les comportements si détestables des parlementaires.

#### c) La politique des despotes

Lorsque l'on regarde le fonctionnement des institutions, on est rapidement surpris par l'asservissement du gouvernement par les parlementaires. Depuis la révolution, on constatait cette tendance à l'anéantissement du pouvoir que détient le chef de l'État, mais là ça atteint des extrêmes. Le 16 mai 1877, Mac Mahon dissout certes l'Assemblée Nationale mais celui-ci sera peu après contraint à « se soumettre ou à se démettre ». Il abdiquera finalement tous les pouvoirs face à elle en donnant naissance au mythe d'une présence décorative du chef de l'État : on dira même qu'« il inaugure les chrysanthèmes ». Cette pression s'explique par le fait que les parlementaires veulent être membres du gouvernement et de ce fait, selon eux, il est nécessaire de le renverser pour pouvoir prendre les places laissées vacantes. Il se produit une véritable tyrannie lors des séances à l'assemblée, les ministres étant littéralement assaillis par les interpellations des députés. Cette période sera marquée par l'instabilité des gouvernements dont la durée de vie est extrêmement courte. Ce n'est qu'avec Michel Debré et l'arrivée au pouvoir du Général De Gaulle que l'on inaugurerait un parlementarisme rationalisé.

## SECTION II

### FRÉDÉRIK VON HAYEK, UN UTOPISTE LIBÉRAL

Frédéric Von Hayek (1898-1992) est économiste à Vienne. Envoyé aux Etats-Unis pendant la période d'expansion inflationniste des années 20, la crise qui surviendra en 1929 donnera du crédit à son modèle basé sur une théorie autrichienne des cycles économiques. Il s'oppose à Keynes dont les idées économiques prendront finalement le dessus ce qui expliquera sûrement pourquoi il préférera par la suite se consacrer aux sciences politiques. Néanmoins, sa conception du marché comme fondement d'une économie libre lui vaudra le prix Nobel de l'économie en 1974. Il restera un libéral opposé farouchement au socialisme et au conservatisme mais surtout il sera le porte drapeau d'une utopie libérale.

#### Critique de la politique :

La démocratie est un mode de résolution s'appliquant à un certain nombre d'intérêts considéré comme intérêts généraux, mais au final, tout est intérêt général. On en est arrivé là parce que les parlementaires sont souverains. Si quelque chose est socialement injuste, c'est qu'a été commise une injustice qu'il faudrait réparer. Il y a des intérêts catégoriels qui dans un régime parlementaire ont une importance disproportionnée par rapport à leur poids dans la société. En votant les lois, on pense que l'on favorisera des catégories de personnes sensibles au sein de la population mais cela abouti trop souvent à des échecs, aussi, « il faut limiter le pouvoir de l'État sur la société et pour cela, il faut séparer de manière effective les politiques législatives et les politiques exécutives ».

#### Une analyse utopique :

L'idée de base est de revenir au bicaméralisme où la deuxième chambre serait doté de fonctions différentes de la première : l'une pourrait avoir des fonctions législatives, l'autre des fonctions exécutives comme ce fut le cas en Grande Bretagne au XVIIème siècle (la chambre des communes y avait le pouvoir exclusif de voter les money bills c'est-à-dire le budget). Pour reprendre ce dernier cas, il faut, selon Hayek, accorder le pouvoir exécutif aux communes alors que la chambre des lords se réserverait l'exclusivité du pouvoir législatif.

Le projet de Hayek se développe en plusieurs étapes :

- Une clause fondamentale consisterait en ce que nulle contrainte ne doit être exercée là où il ne s'agit pas de faire respecter une règle générique applicable à un nombre indéfini de cas. L'on ne peut exercer une intervention étatique que si on touche un nombre indéfini de cas. S'ajoute en plus une clause de fond consistant en temps normal et sauf dans certaines situations d'urgence bien définies, les homme ne peuvent être obligé de faire certaines choses qu'en conformité avec les règles reconnue de juste conduite de manière à définir et à protéger le domaine individuel de chacun de nous. La contrainte sera autorisée pour lever les impôts finançant les services rendus par l'État.
- Les droits de l'homme seront exercés conformément aux lois (c'est-à-dire aux actes émanant d'un législateur). A déclaration des droits de l'homme énumère un certain nombre de droits que l'on s'engage à respecter mais l'effet pervers réside dans le caractère limitatif de ceux-ci, c'est-à-dire dans l'innapplicabilité d'un certain nombre de droits qui n'ont pas été énumérés et qui ne sont donc pas garantis.

- Il faut instituer un bicaméralisme vrai reposant sur une assemblée législative formulant des règles de juste conduite (les lois) et une assemblée gouvernementale formulant des règles d'organisation. La cour constitutionnelle a dans ce modèle pour mission de trancher les différends entre les deux chambres.

- Il faut, pour assurer la composition des deux assemblées, sélectionner des gens sur des critères différents que ceux actuels car elles ont besoin de réunir des gens de qualité. Pour la désignation du législateur, Hayek propose que les députés soient élus à partir de 45 ans et inamovible pour une période de 15 ans. Le renouvellement de la chambre s'effectuerait par 1/15ème. Au terme de leur mandat où ils seraient non rééligibles, on leur donnerait une fonction honorifique. L'assemblée gouvernementale serait quant à elle chargée du vote global de la dépense budgétaire et de son emploi. La cour constitutionnelle définirait dans ce modèle la frontière entre les domaines exécutif et législatif et veille à son respect.

### Critique du pouvoir politique :

Pour Hayek, le pouvoir politique est essentiellement un pouvoir négatif car un pouvoir ne doit pas apporter à une société que la protection de la paix, de la liberté et de la justice. Le pouvoir politique est incompatible avec une société d'hommes libres. Il est nécessaire selon lui de réintroduire le marché comme valeur politique (même si on ne le dit pas). Il faut sauvegarder le marché. Ni de droite, ni de gauche, le libéralisme n'est pas une doctrine réactionnaire seulement le conservateur est pour celui qui a une pensée libérale un autoritaire, parce qu'il considère que le pouvoir politique a pour unique finalité d'assurer l'ordre.

# 3

## LE NATIONALISME

Le nationalisme français dispose du choix entre l'option Barrès (nationaliste républicain) et l'option Maurras (nationaliste monarchique et anti-parlementaire). C'est le second qui au début du 20ème siècle deviendra la meilleure audience.

L'école qui en découle, spécialisée dans l'anathème et contre le coup de force, laissera toutefois des lacunes : Maurras prêche la violence mais n'interviendra pas au soir du 6 février 1944 ; après avoir mis en garde contre l'ennemi, celui-ci accueillera la défaite avec bienveillance arguant du fait qu'elle met enfin un terme à la République.

La violence n'est donc qu'essentiellement verbale ce qui conduira Maurras à se faire dépasser sur son propre camp par ceux qui joindront les gestes à la parole et passeront eux à l'action (exemple : les nazis). C'est donc le parti de la rouspétance, symbolisant une France qui meurt face au monde moderne et qui abandonne par ce biais une partie de ses valeurs.

Maurras s'est engagé dans un combat perdu d'avance malgré la très forte attraction idéologique qu'il suscite : « Le nationalisme durant les années 30 sera en fait le nazisme : il fait appel à la force et non à la raison, il fait appel et se réclame de la révolution, non la conservation ; il vient de Hegel, de Nietz ou encore de Sorel et pas de Maurras ni de Renan ».

### **SECTION I**

### **MAURRAS OU LE NATIONALISME CONTRE LA RÉPUBLIQUE**

Maurras, né à Martigues, est très marqué par ses origines provençales. Il sera également fortement marqué par l'affaire Dreyfus qui pour lui sera un moment clé dans la construction de sa pensée. La coupure qu'elle engendre au point de vue idéologique montre selon lui bien des évidences : d'une part l'armée doit absolument primer sur l'individu ; d'autre part, la république n'a pas l'unité de commandement que seule l'hérédité et la monarchie peuvent conférer ; elle n'a pas non plus la continuité nécessaire.

L'Action Française (le journal), fondée en 1899, sera la tribune de Maurras dont il deviendra rapidement le ténor. Au travers de ses colonnes, il prône une monarchie traditionnelle, héréditaire, anti-parlementaire mais surtout décentralisée (appel aux provinces). Maurras, c'est l'anti-marx qui pense que tout ne vient pas de l'économie mais d'une mauvaise organisation de la vie politique : il est de ce fait pour le « tout politique ».

La condamnation par le Pape de l'Action Française et la rupture avec le prétendant au trône vont court-circuiter le mouvement. Dès 1935, il milite pour les accords de Munich, il condamne l'exile de De Gaulle, salue la chute de la République et l'action de Pétain. L'Action Française est pro-allemande même si la situation de l'époque rend très complexe l'analyse : anti-allemand, anti-république et anti-allemand + anti-république se combinent et se juxtaposent. De Gaulle va d'ailleurs recycler un certain nombre de gens lors de la libération de Paris ; notons au passage que l'armée française n'a pas été résistante.

Maurras sera gracié après avoir été condamné en 1945 ; il meurt en 1952.

Ses idées :

#### La doctrine de Maurras :

Il part des idées contre-révolutionnaires (qui sont le substrat de Vichy) pour arriver à la notion de nationalisme intégral : c'est un principe d'ordre et de direction pour lutter contre les forces du mal voulant anéantir la nation ; ordre, inégalités et hiérarchie se combinent pour sauver la nation décadente. Le royalisme constitue l'habit de lumière du nationalisme intégral, cependant il ne faut pas confondre monarchie et royauté tout comme il ne faut pas confondre aristocratie et noblesse, etc. Le royalisme a, pour Maurras, la qualité de venir du fin fond des temps et de pouvoir devenir la bannière des mécontentements ; cette conception s'explique par la nécessité d'un chef qui de surcroît, provient de sa permanence dans le temps (ou de son charisme selon la conception du pouvoir de Max Weber).

Concrètement, son programme dit 3 choses : - il faut mettre en place une monarchie traditionnelle (à opposer à la monarchie présidentielle qui caractérise la république française actuelle), c'est-à-dire une monarchie basée sur la philosophie du devoir : il faut faire les choses comme on a le devoir de les faire ; - Il insiste sur l'hérédité : les fils de menuisiers doivent être menuisiers sinon cela crée des troubles sociaux, des problèmes dans la société et personne n'est plus en mesure de s'y retrouver. - Il fait enfin instaurer en France une décentralisation afin de retrouver les provinces de l'ancien régime et rééquilibrer le pouvoir.

#### La haine de la république :

L'Action Française tentera de fragiliser les différents gouvernements de la république :

- Pour Maurras, la révolution française est responsable du futoir et de la fin de l'âge d'or (l'harmonie). Pour lui, le temps de l'égalité est source de problème ; l'inégalité est naturelle

tout autant qu'elle est souhaitable. La séparation des pouvoirs est selon lui destructrice et il va s'appuyer sur l'affaire Dreyfus pour le prouver : « on ne va pas tout remettre en cause pour un petit caporal ». Il analyse ce qui se produit comme du népotisme : le fait d'abuser de son pouvoir pour procurer des avantages à des proches).

- Théorie des 4 États confédérés : Maurras pense que si la France va mal, c'est qu'il y a un complot contre elle fomenté par les juifs, les francs-maçons, les protestants et les métèques. Tous sont responsables. Pour penser cela, il se fonde sur le fait que ce sont des groupes anti-nationaux poursuivant leurs propres intérêts. Si Maurras hait les juifs, ce n'est pas pour une question de race, mais c'est parce qu'ils sont de mauvais français, des ennemis de l'intérieur.

- La violence comme style : Maurras est violent naturellement ; c'est un style qui porte la trace de son infirmité (il était sourd). Il utilise l'outrance et l'appel au meurtre comme litanie funèbre. Léon Blum en fera d'ailleurs les frais en étant pris à parti, frappé et victime d'une campagne de presse acharnée contre lui. Les campagnes haineuses qu'il conduira le seront d'autant plus qu'elles sont sans fondement (ex. Salengro injustement accusé semaine après semaine d'avoir déserté le front par grande lâcheté ; il aura fallu produire le casier militaire de ce dernier pour pouvoir désamorcer la crise après quoi il se suicidera).

Le point de vue que l'on peut en avoir est que la violence et l'outrance sont délétères tout comme la méchanceté de vieillards incapables de changer un tant soit peu le monde ; c'est la réaction de gens qui ne sont plus dans le coup et qui se vengent.

## **SECTION II**

### **LES FASCISMES**

Le fascisme est une réaction contre l'individualisme des lumières (ainsi que la révolution française, cela va sans dire). D'origine italienne, voir à ce propos le livre de Barzini, ce mouvement est une espèce de triomphe de la parade reposant sur une espèce d'ordre sous jacente.

Le nazisme se définira quant à lui différemment (voir le livre de « Hitler m'a dit » d'Herman Rauschnig qui a fréquenté Hitler). Hitler utilise tout simplement la force, avec un certain cynisme qui plus est, car il la considère comme le fondement des rapports sociaux, la force est ce qui motive les gens. Un des ressorts du régime sera de donner en pâture à ses propres instigateurs : l'apparat est un simple rideau de fumé, seuls la peur et l'argent font fonctionner les choses, c'est vieux comme le monde.

Face à cela, le grenouillage permanent qui caractérise la république n'a rien à envier, même pas ce semblant d'ordre. Hitler n'est pas dictateur, il n'est pas non plus un simple bateau sur l'eau surfant sur la vague ; il considère qu'il faut s'allier au plus fort et prendre pour ennemi le plus faible, ce qu'il a toujours fait ; il est systématiquement du côté de la majorité. Il s'est appuyé sur un groupe limité de gens qui l'ont soutenus car il les laissait faire ce qu'ils voulaient dans leur coin ; tout l'apparat qu'il présentait les faisait d'ailleurs rigoler.

Hitler nous dit qu'il a beaucoup appris du marxisme et de ses méthodes principalement (et pas des idées « bidons » qu'il véhicule sur la lutte des classes par exemple) : le national socialisme est ce que le marxisme aurait pu être s'il avait su se débarrasser de l'inutile démocratie.

Hitler nous dit qu'il doit y avoir un perpétuel mouvement vers l'avant et pour cela, il faut des boucs émissaires : le juif en sera un. Selon Hitler, il est nécessaire qu'il y est un ennemi, cet ennemi doit être permanent et visible : le juif qu'il envisage comme un concept est la meilleure arme dont il dispose pour asseoir son pouvoir dans les différents pays.

Le nazisme est une doctrine, celle de la puissance qui consiste à utiliser systématiquement les faiblesses de l'autre. C'est d'une banalité effrayante ; il utilise systématiquement tous les bas instincts de l'individu et ça a marché. La caractéristique principale de la doctrine est d'être un miroir de ce que nous sommes, renvoyant par la mise en exergue de nos faiblesses et sans aucune morale, l'écho de nos instincts les plus vils et les plus bas.